

# LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في  
الصحافة الوطنية

24/04/2014

## Le Sahara occidental au prisme des droits humains

Chaque année, au mois d'avril, le Conseil de sécurité de l'ONU planche sur la situation au Sahara occidental et sur le cadre et les compétences de sa mission présente sur place depuis 1991 : la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso). Depuis que les Sahraouis ont mené en octobre et novembre 2010 leur « printemps », la question de la protection des droits humains est abordée avec davantage d'insistance. Mais, alors qu'il semble y avoir un large consensus sur l'idée qu'elle peut être un moyen de faire progresser les parties prenantes au conflit vers un climat favorable au dialogue, elle reste instrumentalisée. Elle est surtout significative de la « non-volonté » de la communauté internationale de résoudre la situation de cette dernière colonie d'Afrique.

La colonisation par le Maroc de ce territoire considéré comme « non autonome » par l'ONU depuis bientôt 50 ans se poursuit et l'exploitation de ses ressources naturelles stratégiques pour le royaume — à commencer par le phosphate de la mine de Boucra, qui pèse environ 10 % dans la production de ce pays, second producteur mondial, et la pêche qui génère les trois quarts des captures nationales — s'intensifie. Le débat se focalise toutefois sur la question des droits humains et sur la création d'un mécanisme indépendant qui permettrait de vérifier si ces droits sont respectés ou non, comme en sont dotées la plupart des missions onusiennes.

### OPPOSITION CATÉGORIQUE DE RABAT

Plusieurs pays sont favorables à l'extension du mandat de la Minurso dont la mission est essentiellement de surveiller le cessez-le-feu de 1991, l'organisation du référendum — sa tâche première — étant passé au second plan. Les États-Unis ont présenté un projet de résolution dans ce sens avant la réunion du Conseil de sécurité d'avril 2013. Des ONG militent pour que soit mis en place un tel mécanisme. Le Conseil des droits de l'homme en septembre 2012, le rapporteur spécial sur la torture en mars 2013 et le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon lui-même, en avril 2013 et dans son rapport du 10 avril 2014 ont pour leur part demandé la mise en œuvre de mesures indépendantes de surveillance des droits humains.

On peut noter que la quinzaine d'opérations dites « de maintien de la paix » actuellement réparties dans le monde comportent toutes une mention explicite pour agir en faveur des droits de l'homme. Toutes, sauf la Minurso.

Le Maroc s'y oppose. En avril 2013, il a pu s'appuyer sur le soutien actif de la France pour faire capoter l'initiative américaine. Au fond, le royaume exprime ainsi le procès en illégitimité qu'il entend faire à la Minurso à chaque occasion qui se présente. Le Sahara occidental étant marocain selon lui, le peuple n'ayant fait que récupérer ses « provinces du sud » grâce à l'annexion « pacifique » menée en octobre 1975 et rebaptisée « Marche verte », rien ne vient justifier la présence continue d'une mission internationale.

Les signaux sont on ne peut plus clairs. Les communications qu'on eues les militaires et les civils de la Minurso avec le siège de l'ONU à New-York ont ainsi pu être écoutées. En mai 2012, la confiance avait été retirée par le Maroc à Christopher Ross, l'envoyé personnel de Ban Ki-moon, juste avant son voyage dans la région.

<http://orientxxi.info/magazine/le-sahara-occidental-au-prisme-des.0575>

Quelques mois auparavant, lors du mouvement de protestation des Sahraouis à Gdeim Izik, la Minurso n'a pas pu observer la situation sur place : « Les tentatives de patrouilles militaires et les visites par le personnel de sécurité et de police des Nations unies ont été empêchées ou stoppées à plusieurs reprises »<sup>2</sup>. Pour le Maroc, s'opposer à l'extension du mandat de la Minurso est d'abord montrer l'inflexibilité de sa position.

Le fait qu'une telle hypothèse suscite autant d'opposition également au sein de la communauté internationale est significatif de l'impasse actuelle. On pourrait s'interroger : si le Conseil de sécurité ne parvient déjà pas à s'accorder pour que soit étendu de la sorte le mandat d'une de ses missions de maintien de la paix, peut-on attendre d'elle qu'un jour, ce conflit soit définitivement réglé ? L'ancien ministre des affaires étrangères français, Roland Dumas, a théorisé en ces termes cette position, dans le documentaire Enfants des nuages » d'Alvaro Longoria : « la non-solution est une solution ». Pour que cette « non-solution » tienne, il faut donner des gages d'une certaine bonne volonté, aux pays « pro-sahraouis », aux opinions publiques et aux institutions internationales pour édulcorer une réalité lourde.

#### UNE « INTIFADA PACIFIQUE »

La tenue en 1992 du référendum d'autodétermination, prévue et acceptée par les deux parties — le Maroc et le Front Polisario — en août 1988 n'a pas eu lieu ; les initiatives suivantes (notamment les plans Baker en 2001 et 2003) ont également échoué. En 2005, ce que les Sahraouis nomment l'« intifada pacifique » éclate dans le territoire occupé par le Maroc. Manifestations et sit-in se succèdent depuis et des rapports d'ONG comme Amnesty International ou Human Rights Watch dénoncent la répression qui touche la population sahraouie. Y sont évoqués les arrestations arbitraires, les maintiens en détention sans jugement, les tabassages, les violations de propriétés ou l'interdiction d'existence légale des associations sahraouies.

Fin 2010, le mouvement de contestation des Sahraouis prend une forme inédite : la création d'un camp dit « de la dignité » qui comptera 6610 tentes (chiffre de l'ONU) à Gdeim Izik, dans le désert autour de la ville principale du Sahara occidental, El Ayoun. Au moins 20 000 Sahraouis y prendront part.

À la suite du démantèlement du campement par les autorités le 8 novembre 2010, au moins 150 Sahraouis sont arrêtés et détenus. 24 sont condamnés par le tribunal permanent des armées en février 2013 à de lourdes peines, huit l'étant à la perpétuité et 14 à des peines de 20 à 30 ans pour le meurtre de 11 agents des forces de sécurité. Human Rights Watch relève alors le fait que l'implication dans ces violences n'a pas été établie « de façon crédible ».

Cette situation de tensions et cette escalade vers un système de plus en plus répressif sont connues<sup>3</sup>. Les délégations d'ONG, les parlementaires européens, quand ils y sont autorisés par le Maroc, et les membres d'institutions internationales s'en font l'écho, mais pour contrecarrer cette réalité, le Maroc reste inflexible. Le pays dénigre toute expression critique, allant jusqu'à refuser l'accès à des journalistes, à des hommes politiques et à des ONG. En même temps, il multiplie les signes de sa bonne volonté.

## DES ESPACES DE DIALOGUE ?

La création, en décembre 2011, du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) et d'une « section régionale » au Sahara occidental est unanimement saluée. Mais, chargée de surveiller et promouvoir les droits humains, l'antenne d'El Ayoun se confronte à des ennemis de l'intérieur, comme l'a dénoncé son président, Salem Cherkaoui, en juillet 2013 : de sérieuses « poches de résistance » opposées à son action et des forces de l'ordre avec qui il est contraint de négocier un protocole pour assurer la sécurité des membres de sa propre équipe.

Dans de telles conditions, l'objectif, louable, de créer des espaces de dialogue pour que ce qu'il qualifie de « troisième voie », c'est-à-dire les Sahraouis, puisse s'exprimer en toute sérénité — y compris par le referendum d'autodétermination « un droit universel » selon Cherkaoui — paraît bien ambitieux. Sans doute même hors sujet.

Autre signe de cette bonne volonté, une loi visant à empêcher la comparution de civils par les tribunaux militaires a été validée en conseil des ministres en mars 2014. Ce texte permettrait — il doit encore être approuvé par le Parlement — de se mettre en conformité avec les normes internationales. Saluée également, cette initiative est tombée à point nommé, un mois avant la réunion du Conseil de sécurité. Pourquoi ? La dernière réforme constitutionnelle approuvée par référendum fin 2011, elle aussi brandie comme une preuve de la volonté d'améliorer les droits humains, prévoyait déjà cette disposition. Le CNDH avait recommandé cette avancée au moment du procès de Gdeim Izik, ce dont Mohamed VI s'était « félicité » le 2 mars 2013.

En rejetant l'hypothèse de la création d'un mécanisme indépendant de surveillance des droits humains, une contradiction demeure pour le Maroc : ce monitoring, qui s'appliquerait également dans les camps de réfugiés d'Algérie où vivent entre 100 et 150 000 Sahraouis, lui donnerait le moyen de vérifier le sort réservé à ces « frères » dans ces « prisons à ciel ouvert », dont Mohamed VI, après Hassan II demande le retour à la mère patrie.

## Le Maroc a réalisé des avancées extraordinaires en matière des droits humains

Moulay Ismail Alaoui, président du Conseil de la présidence du PPS

L'ancien secrétaire général du Parti du Progrès et du Socialisme (PPS) et actuel président de son conseil de la présidence, Moulay Ismaïl Alaoui, s'est félicité des avancées «extraordinaires» réalisées par le Royaume dans le domaine des droits de l'Homme, en appelant, toutefois, à une vigilance de tous les instants en vue de continuer sur cette voie.

«Il est vrai qu'il a eu un progrès extraordinaire (...) Je crois que nous sommes sur la bonne voie grâce à ce que nous avons cumulé en termes d'expériences et de lutte pour la démocratie et les libertés», a-t-il indiqué dans un entretien accordé à la MAP.

La création de l'Instance Equité et Réconciliation (IER) et du Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), la promulgation du Code de la Famille, l'adoption d'une nouvelle constitution et la réforme de la justice militaire sont autant de réalisations qui illustrent la politique du Royaume fondée sur une approche humaine conforme à ses choix politiques nationaux et à ses engagements internationaux, a-t-il ajouté.

Pour M. Alaoui, qui est également président de la commission chargée du dialogue avec la société civile, le Maroc peut s'enorgueillir d'un important cumul en matière des droits de l'Homme, qui s'en est allé crescendo depuis la promulgation du code des libertés publiques en novembre 1958.

Tout en saluant ce Code qui a ouvert la voie à un processus de consolidation des droits de l'Homme, il a jugé impératif de redoubler d'efforts pour réaliser davantage d'acquis et éviter d'éventuels dysfonctionnements.

«Il faut rester prudent et vigilant pour préserver les acquis réalisés en matière de respect des libertés», a affirmé M. Alaoui, en déplorant à cet égard l'adoption par des pays dits «avancés» de textes «liberticides», qui constituent en soi de «véritables atteintes aux libertés fondamentales».

A ce titre, l'ancien ministre de l'Education nationale et de l'agriculture a estimé que pour poursuivre la voie tracée en matière des droits de l'Homme, le Royaume doit surtout relever le défi de la promotion des «libertés-créance» liées aux aspects sociaux et économiques de la démocratie.

Il convient également, selon M. Alaoui, de se consacrer au «développement économique», à «une répartition plus équitable des richesses» et surtout à la «promotion du citoyen marocain à travers l'acquisition des connaissances qui font actuellement le monde moderne».

Pour cet homme à la longue carrière politique, la consécration des prérogatives de la nouvelle constitution est également un important chantier qu'il convient de finaliser à la fin de cette législature (2017).

«L'application des lois requiert la vigilance des citoyens et une action de plaidoyer (...) Tout cela nécessite un travail de longue haleine pour être à la hauteur des perspectives qu'offre la nouvelle Constitution», a-t-il fait savoir, en estimant que la société civile est appelée à jouer un rôle important en vue de réaliser cet objectif.

S'agissant de la situation des droits de l'Homme dans les Provinces du Sud du Royaume, M. Alaoui a regardé d'un œil très critique la politique de «la mouche du coche» pratiquée par certaines parties, qui tentent de minimiser voire d'entraver le processus démocratique engagé par le Royaume.

«Nous sommes dans une région pleine de défis (...) les ennemis de l'unité et l'intégrité territoriale tentent de battre en rappel toutes les bonnes volontés», a-t-il averti, en soulignant la nécessité de «porter le fer» chez ces parties, qui «se présentent comme de preux chevaliers pour les causes démocratiques, alors qu'ils ne sont pas tous recommandables».

<http://ppsmaroc.com/fr3/le-maroc-a-realise-des-avancees-extraordinaires-en-matiere-des-droits-humains/>

## UNSC Resolution on the Sahara Won't Include Human Rights Monitoring Mechanism

New York- As was the case in recent years, the United States drafted the annual resolution that will extend the mandate of the United Mission in the Sahara, known as MINURSO, until April 2015.

The draft resolution, which has been circulated to the 15 members of the Security Council, does not include any provision for the establishment of a human rights monitoring mechanism in the Sahara and the Tindouf camps.

It, however, calls on both sides, Morocco and the Polisario, to respect human rights and stresses “the importance of improving the human rights situation in Western Sahara and the Tindouf camps, and encouraging the parties to work with the international community to develop and implement independent and credible measures to ensure full respect for human rights.”

The draft resolution, which is expected to be put to a vote on April 29, also “recognizes and welcomes the recent steps and initiatives taken by Morocco to strengthen the National Council on Human Rights Commissions operating in Dakhla and Laayoune.”

In addition to renewing MINURSO’s mandate for another year, it also praises Morocco’s willingness to cooperate with individual U.N. Human Rights Council investigators.

In the advance copy of the UN’s annual report on the “Situation in the Western Sahara”, which was released on April 10th, while welcoming the efforts made by Morocco to improve human rights in the Sahara and both parties’ readiness (Morocco and the Polisario) to cooperate with United Nations human rights bodies, the United Nations Secretary General stressed that “such positive developments should contribute to a more balanced and comprehensive monitoring of human rights.

He went on to say that “The end goal nevertheless remains a sustained, independent and impartial human rights monitoring mechanism, covering both the Territory and the camps.”

But, after the phone conversation between Morocco’s king and the UN chief, the word “mechanism” was deleted from the final UN report. Accordingly paragraph 100 of the report reads as follows: “The end goal nevertheless remains the sustained, independent and impartial monitoring of human rights, covering both the Territory and the camps.”

During the conversation he held with Ban ki-moon, King Mohammed reiterated Morocco’s “constant commitment and constructive cooperation to reach a final political settlement to this regional dispute, within Moroccan sovereignty.”

The King further emphasized the “imperative need to preserve the negotiations parameters as they were defined by the Security Council, safeguard the current framework and modalities of the UN involvement and avoid biased approaches and risky options.”

“Any straying from this track will be fatal for the ongoing process and holds dangers for any UN involvement in the issue,” the king added.



## دورة تكوينية في مجال حقوق

### الإنسان أمس بفاس 10.686.2

حول اتفاقية حقوق الطفل والبروتوكولات الاختيارية، في حين تعالج الورشة الثالثة موضوع الآليات والتقنيات البيداغوجية في مجال التربية على حقوق الإنسان. وحسب اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان فاس.مكناس، فإن تنظيم هذه الورشة التكوينية يندرج في إطار مشروع المدرسة المواطنة الذي يتوخى ترسيخ التربية على ثقافة حقوق الإنسان والنهوض بها بالمؤسسات التعليمية. كما يأتي تنظيم هذه الورشة في إطار التهيئة لورشات إنتاج حقيبة المدرسة المواطنة، كما تم التنصيص عليها في مخطط العمل الذي أعدته الأكاديميات الجهوية للتربية والتكوين برسم سنة 2014.

تنظم اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان فاس.مكناس ابتداء من يوم الأربعاء، دورة تكوينية حول موضوع مدخل لحقوق الإنسان، وذلك بمقر المركز الجهوي للتكوين المستمر بفاس. ويستفيد من هذه الدورة التكوينية التي تستمر يومين، أعضاء وعضوات لجن الإشراف وتتبع تنفيذ اتفاقية الشراكة التي تجمع بين المجلس الوطني لحقوق الإنسان والأكاديميات الجهوية للتربية والتكوين لجهات فاس. بولمان ومكناس. تافيلالت وتازة. الحسيمة. تاونات، والتي تم التوقيع عليها خلال جنتير 2012. ويتضمن برنامج هذه الدورة التكوينية تنظيم ثلاث ورشات، تتمحور الأولى حول موضوع معايير وآليات حقوق الإنسان، والثانية



## مهرجان كناوة يكشف عن برمجته ويناقش إفريقيا المستقبل



### المساء

الصورة، باسيكو كاوتي من مالي، ونجم الجاز ماركوس ميلر، والعايز الشهير إبراهيم معلوف، والنجم السنغالي الجديد ميطا أند ذاكورفرستونز، والفنانة الكبيرة ايو.

فقرة أخرى، مرتقبة في الدورة 17، ويتعلق الأمر بمنتهى المهرجان، الذي استحدث قبل عامين بشراكة مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان (CNDH)، والذي يعود هذا العام في نسخته الثالثة مع موضوع «إفريقيا المستقبل». سيأتون من بوركينا فاسو، والسنغال، ومالي، والمغرب، وفرنسا، باعتبارهم مؤرخين وعلماء الأنثروبولوجيا، وسينمائيين ومفكرين وباحثين، لجعل منتدى المهرجان فضاء مفتوحا للنقاش وإعادة التفكير في المغرب الإفريقي وتاريخه، حيث تتوطد العلاقات الإنسانية خارج الحدود الجيوسياسية.

وكما أشارت إلى ذلك نائلة تازي، منتجة المهرجان، من خلال مقال إفريقي: «المنشئ ببطء لا يمنع الوصول، حان الوقت للانتقال إلى السرعة القصوى، والاستفادة من 17 سنة من العمل للذهاب إلى أبعد من ذلك عبر التلاحم والتآزر والعمل المشترك».

يحتفل مهرجان كناوة موسيقى العالم في الصورة، من 12 إلى 15 يونيو، بدورته الـ17، وفيما للفلسفة كمهرجان يعكس الروح الأصيلة للمغرب، ويضع التمازج والاكتشاف في قلب برمجته الموسيقية. وأخيرا، كمهرجان اشتهر بأصالة، وأجوائه الفريدة من نوعها، مهرجان يعزز الجزء الإفريقي من هويتنا، ويعبر عن ارتباطنا بكل ثقافات العالم.

لقد كانت الصورة، دائما، أرضا للحوار بين الثقافات والأديان والحضارات، متجذرة في إفريقيا ومنفتحة على العالم. ومن خلال الاحتفال بالتراث الثقافي لكناوة، تواصل المدينة الاحتفاء بمهد الإنسانية عن طريق مهرجانها.

مستلهمة دائما أرض إفريقيا، ومحتضنة موسيقى الجاز والموسيقى العالمية، تتميز برمجة الدورة الـ17 مرة أخرى بالجرأة، مع ما يقرب من 30 حفلا موسيقيا. وهكذا ستستقبل الدورة 17، إلى جانب 20 من المعلمين الكبار من مختلف المدن المغربية، على مختلف منصات





## اسماعيل العلوي: المغرب حقق تقدما «استثنائيا» في مجال حقوق الإنسان

72/11/14

نادية الهاشمي (و.م.ع.)



اسماعيل العلوي

وبالنسبة لهذا السياسي ذي المشوار النضالي الطويل، فإن تنزيل مضامين الدستور الجديد وتكريس الصلاحيات التي حددها بعد أحد الأوراش المهمة التي يتعين الانتهاء منه مع انتهاء الولاية التشريعية الحالية (2017).

وقال إن تطبيق القوانين يتطلب بقللة من المواطنين وجهدا في المراقبة (...) وكل هذا يتطلب عملا دؤوبا حتى تكون في مستوى الآفاق التي فتحها الدستور الجديد، معتبرا أن المجتمع المدني مدعو للعب دور مهم من أجل تحقيق هذا الهدف.

وبخصوص وضعية حقوق الإنسان في الأقاليم الجنوبية للمملكة، انتقد اسماعيل العلوي الأطراف التي لا تبذل أي جهد وتحرص في الوقت نفسه على التبخيس من الجهد الذي يبذله الآخر حيث تسعى دائما للتقليل من قيمة أو عرقلة المسلسل الديمقراطي الذي أطلقه المغرب. وقال «بتعلق الأمر بمنطقة تتعدد فيها التحديات (...) وأعداء الوحدة الترابية يحاولون التشكيك في كل النوايا والإرادات الحسنة متناديا على ضرورة «نقل المعركة» إلى داخل هذه الأطراف التي تقدم نفسها كمنصير للقضايا الديمقراطية في حين هي أبعد من أن تكون نموذجا في هذا الإطار.

عن الأمين العام السابق لحزب التقدم والاشتراكية اسماعيل العلوي عن ارتياحه للتقدم «الاستثنائي» الذي حققته المملكة في مجال حقوق الإنسان، داعيا في الوقت نفسه إلى التحلي باليقظة الدائمة للاستمرار في هذا النهج.

وقال العلوي في حديث لوكالة المغرب العربي للأنباء «تحقق تقدم استثنائي بالفعل (...) واعتقد أننا نسير على الطريق الصحيح بفضل ما راكنا من تجربة ومن نضال من أجل الديمقراطية والحريات».

وأضاف أن أحداث هيلة الانصاف والمصالحة والمجلس الوطني لحقوق الإنسان والمصادقة على مدونة الأسرة وتبني الدستور الجديد وإصلاح القضاء العسكري، كلها إنجازات تجسد سياسة المملكة التي تقوم على مقاربة إنسانية تتماشى مع خياراتها السياسية والتزاماتها الدولية.

وبالنسبة للعلوي، وهو أيضا رئيس اللجنة المكلفة بالحوار مع المجتمع المدني، فإن من حق المغرب أن يفخر أيضا بالتراكم المهم الذي حققه في مجال حقوق الإنسان منذ صدور قانون الحريات العامة سنة 1958.

وبعد أن توه بهذا القانون الذي فتح الباب أمام مسلسل تعزيز حقوق الإنسان اعتبر اسماعيل العلوي أنه من الضروري مضاعفة الجهود لتحقيق المزيد من المكتسبات وتفادي أي اختلالات محتملة.

وقال بهذا الصدد «يجب أن نظل نحافظ على المكتسبات المحققة في مجال الحريات العامة، معبرا عن أسفه لتبني دول توصف ب«المتقدمة» لقوانين «تجهز على الحريات» وتشكل بذاتها «مضا حقيقيا بالحريات الأساسية».

وأضاف اسماعيل العلوي الفخ مشيق أن تولى حقيبي التربة الوطنية والفلاحة في حكومات سابقة، أنه من أجل المضي قدما في الطريق المرسوم في مجال حقوق الإنسان يتعين على المملكة بالخصوص أن ترفع تحدي النهوض بالحقوق والحريات المرتبطة بالجوانب الاقتصادية والاجتماعية للديمقراطية.

ويتعين، اسماعيل العلوي، أيضا الاتكاء على «التنمية الاقتصادية» وتوزيع أكثر عدلا للثروات، وخصوصا على «النهوض بالمواطن المغربي من خلال اكتساب المعارف التي تصنع اليوم العالم العصري».



قالوا إن المغرب حقق تراكمات مهمة في مجال حقوق الإنسان عبر إصلاحات مؤسساتية

# فاعلون حقوقيون يدعون لإستراتيجية شمولية لتكريس المكتسبات

7211-3

خلص فاعلون حقوقيون مغاربة إلى أن المغرب حقق منذ نهاية التسعينيات إلى اليوم تراكمات مهمة في مجال حقوق الإنسان عبر إصلاحات مؤسساتية بشكل تدريجي. وجمدت صدى لها في دستور 2011 مما جعل الورش الحقوقي (الذي بدأه إسماعيل الجدي ونيس تجاوبا طرفيا، وشهدوا بالمقابل على ضرورة اعتماد إستراتيجية شمولية تعزز المكتسبات وتمكن في الآن ذاته من تجاوز الاختلالات التي تسببها بين الأخرى،



محمد الصبار

تفرض محمد الصبار الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان خلال مطلق وقالة المغرب العربي للأيام الثلاثة بالرباط، لمنصتي التصانيف الذي عوفا ورش حقوق الإنسان الذي لا يجب الحديث عنه دون استحضار الأثر الإيجابي السياسي الذي سجل في نهاية التسعينيات من خلال عودة اللغتين ضرورا بخيرية هيئة الأديف والصلاحة ويعزجة عند من التشريعات والمصاحفة على الاتفاقيات الدولية ذات الصلة، وصولا إلى اعتماد دستور 2011 الذي نص على ضمانات كبيرة في مجال احترام حقوق الإنسان. وأكد الصبار على أن التشريعات الحقوقية بالمغرب تفاعلت بشكل إيجابي مع هيئة الأديف والصلاحة وهي ماضي الاتفاقيات الضميمة لحقوق الإنسان بتلك العكس الإرادة السياسية لتدولة من جهة ويؤكد على تماشى الوعي الحقوقي لدى المواطن المغربي من جهة ثانية، سرورا أن الوعي الدستوري، بالعمية حقوق الإنسان سعيه الطريق أمام المصاحفة على مبدوعة من الاتفاقيات والمعاهدات المهمة ومنها معاهدة روما المتعلقة بالجنسية الجنائية الدولية وبالعمية قوية الأمام.

وقال الصبار إن تقديم التجربة المغربية في مجال حقوق الإنسان يجب أن يتم من خلال استحضار التراجعات التي سجلت حتى في أعرق الديمقراطيات بعد خمسين سنة للثقل 2001، سواء على المحافظة والعمل، والتي كان لها انعكاس وتأثير على الديمقراطيات الناشئة. وبخصوص الوضع الحقوقي بالأقاليم الجنوبية أوضح الصبار أنه يتم تسيير ملف حقوق الإنسان وإن مصاحفة سياسية توسيع مهمة المندوبين كرافعة حقوق الإنسان ضرورية. هذه التفاعل إلى أن إصلاح مهمة من الأهمية الموضوعية المتوقعة لهذه الأداة الأهمية يكون في الدول التي تعرف حربا أهلية أو في حالة التوتير الدولية أو عدم مواءمة مع المعايير التي يفرضها الأديف. وأكد الصبار أنه بالرغم من الإيجابيات التي تحفلت في هذا المجال فإنه متعين الإقرار بأن المغرب يواجه مجموعة من

الدعوة إلى التصديق على معاهدة روما المتعلقة بالمحكمة الجنائية الدولية وإلى مراجعة قانون المسطرة الجنائية واعتماد برامج في مجال الحكامة الأمنية والحد من التدخلات العنيفة لتفريق المظاهرات وإيلاء أهمية كبرى لوائح السجن عبر تفعيل الإفراج المقيّد ومراجعة الاعتقال الاحتياطي

فتح المجال للمفكرين الأديف لزيارة المغرب. وفي معرض حديثه عن الانتقادات معاً إلى التصديق على معاهدة روما المتعلقة بالمحكمة الجنائية الدولية والتي مزمجة قانون المسطرة الجنائية والحد من التدخلات مع الحكامة الأمنية والحد من التدخلات العنيفة لتفريق المظاهرات وإيلاء أهمية كبرى لوائح السجن عبر تفعيل الإفراج المقيّد ومراجعة الاعتقال الاحتياطي مشدداً على ضرورة معالجة الانتقادات المتعلقة بالمسح في التظلم عبر تأسيس الجمعيات. وفي ما يتعلق بالمعتقلين على خلفية قانون الإرهاب أكد حامي الدين على ضرورة اعتماد نهج جديد سواء من طرف الدولة أو من طرف المعتقلين الذين يتعين عليهم بحث إشراقات متعلقة للتصحيح والقيام بمراجعات، مبرزا أن التحل يتم عبر مقاربة حقوقية ومقربة تعتمد الحوار والإصراع الأديف. وبيّن الوضع في الأقاليم الجنوبية عبر حامي الدين من رفضه تحقّق للمسح السياسي المغربي بتمرد الفلاح على حقوق الإنسان مشيراً في الوقت ذاته إلى أنه ينبغي بلّ مزيد من الجهود لتفهم معركة الإنسان. وتجنّب حامي الدين أن الطلب على الأمن يصبح في بعض الأحيان أكثر من الطلب على حقوق الإنسان مبرزا في الوقت ذاته أن هذا الأمر لا يجب أن يكون مبررا لعدم بعض التحاور. وتبين المنقح مشاركة واسعة لفاعلين حقوقيين تعرفوا للتصديقات التي لا زالت تدور على المغرب رفعا في ما يتعلق بالخصوص بتقليد ما تبقى من توصيات هيئة الأديف والمصاحفة وإشاعة ثقافة حقوق الإنسان.

رفع شعار  
توسيع مهمة المندوبين  
لرابعة حقوق الإنسان  
بالأقاليم الجنوبية، مردود عليه  
بالنظر إلى أن إضافة مهمة مراقبة  
الوضعية الحقوقية لهذه الألية  
الأسمية، يكون في الدول التي تعرف  
حربا أهلية أو في حالة انهيار  
الدولة أو عند بداية مرحلة  
البناء التي تعقب فترة  
الانهيار.



# تأهيل شبكة مدبري الموارد البشرية بوزارة التربية الوطنية من أجل الرفع من وتيرة إصلاح المنظومة التربوية



يوم الثلاثاء، فاتح أبريل 2014 احتفالا بالسلامة والخصال  
الخاص بموظفي الوزارة من أجل  
تكميله في التربية و التكوين ولا  
سيما توجيه المسار المهني للطر  
وتفعيل سلك تكوين الأملر الإدارية  
و التربية، ودعم الهياكل الإدارية

الموظفون عاونيا والمقا وشهد الكاتب العام امام رؤساء أقسام ومصالح تسيير الموارد البشرية بالأكاديميات والتمهات الإقلمعة أعضاء شبكة مدبري الموارد البشرية بوزارة التربية الوطنية على مواصلة العمل ليشمل كل مجالات تسيير الموارد البشرية بما يساهم في تسيير الوضعيات الإدارية لأسرة التربية والتكوين بالقرب من المؤسسات التعليمية معتبرا أن هذا التدبير، لا يمكن أن يستقيم على المستويات الجهوية والإقلمعة و المحلية إلا بإيجاد نظام مهوناتي متحكم فيه على جميع مستويات المنظومة التربوية من المواقمات التعليمية إلى المصالح المركزية مورا بالمصالح الإقلمعة والجهوية مشيرا إلى أن الحل المعلوماتي «مسير» من صانعه، أتمسك شقيق أسرة مدير الموارد البشرية بوزارة التربية الوطنية إلى أن الأوراش التي تكلف عليها المصالح المركزية منها: مراجعة النظم الأساسية

المشاركون في الورشة الخاصة باليات تنزيل التلويضات الجديدة بالإكاديميات، فقد دعوا إلى إعداد مذكرة إطار لتوحيد تلويفضات الاختصاصات للإكاديميات والتمهات الإقلمعة مع وزارة المالية ووزارة الصحة من أجل إيجاد ضيق للتعاون الجهوي، وكذا العمل بالتضاديق الجديدة أو التعاد مع مفوض قضائي لتخليق القرارات. وإلى ذلك أكد يوسف بلقاسمي الكاتب العام بوزارة التربية الوطنية أن الوزارة عازمة على مواصلة مختلف المحجزات المتصلة بمشروع الأ مركزية واللاتمركز خاصة فيما يتعلق بتوحيد ونسطة مساطر التسيير وتوفير العدة اللازمة للعمل من دلائل و مذكرات كما سجل بإيجابية الجواب الحاصل مع السورات التكوينية الرامية إلى تأهيل الموارد البشرية إلى جانب مختلف التدابير المصاحبة لهذا المشروع داعيا إلى بذل المزيد من الجهد في مجالات التحديث والتسيير التلويضي وتطوير قنوات التوصل بين مختلف مستويات

أوضح المشاركون في ورشة خصيلة وأماي تعميم نظام المعلومات «مسير» بالإسراع بإصدار مذكرة إطار حول هذا النظام، وتفعيل النواصل بين المرجعين الجهويين و كل الفاعلين و تحديث العدة الإلكترونية للموارد البشرية و الإتاق مع الفرقاء الجهويين لاعتماد الوثائق المسوحة و الصورة إلكترونيا وفي ورشة أخرى، تم التأكيد على ضرورة تقييم حصيلة المذكرة الإطار للحركات الانتقالية واعتماد خريطة تلويفية في إنجاز الحركات الجهوية والمحلية وإحداث قانون إطار خاص بالمدارس الجماعية وإنجاز دليل للحركات الانتقالية و تنظيم حركة وطنية للأطر الإدارية والمشاركة. وقد خلص المشاركون في الورشة الخاصة بالمضامير المرتبطة بتسيير الوضعيات الإدارية للموظفين إلى ضرورة تفعيل وتنزيل التلويفضات مذكرات تنظيمية وتكوين المبررين في مجال مساطر التسيير والجرس على الإقتحام بملفات التاديب، أما



## عمود

### اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان تتواصل مع الأندية التربوية بالجديدة الجديدة: ابراهيم الوراري

تفككت اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالدار البيضاء - سطات مؤخرا، بشراكة مع النيابة الإقليمية لوزارة التربية الوطنية والتكوين المهني بإقليم الجديدة، لقاء تواصلما تحت شعار تفعيل الأندية التربوية مسؤولية مشتركة.

ويندرج هذا اللقاء حسب منظميه في إطار تفعيل اتفاقية الشراكة المبرمة بين اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالدار البيضاء - سطات والأكاديمية الجهوية للتربية الوطنية والتكوين لجهة نكالة - عبدة، ووضع إطار للتعاون والشراكة في مجال النهوض بثقافة حقوق الإنسان والمواطنة وتعزيزها وترسيخها بالمؤسسات التعليمية التاهيلية من خلال إنجاز مبرامج عمل مشتركة بين اللجنة الجهوية ونيابات الجهة كما يسعى إلى إشراك جميع الفاعلين التربويين والمؤسساتيين، والانفتاح على كافة المعنيين والمهتمين بالنهوض بثقافة حقوق الإنسان.

وقد عرف اللقاء مشاركة منسقي ومندوبات المؤسسات وكذا بعض التلاميذ أعضاء أندية المواطنة والتربية على حقوق الإنسان بالمؤسسات التعليمية التاهيلية الموجودة داخل النفوس التربوية للتربية، وممثلين عن جمعيات آباء وأولياء التلاميذ وعبرت منظمة اللجنة عن استعدادها لدعم جميع الأندية الناجحة في عملها وبالمناخات شاهد الجميع فليما تربويا من إنجاز تلاميذ والمعدات الثانوية التاهيلية مولاي موشعيت، بأزمور.

وأكد الناشط الإقليمي عبدالمهدي اليماني في كلمته الختامية على ضرورة تأسيس أندية حقوقية مؤسساتية بالمدراس، مؤكدا على دور المؤسسات التعليمية والمجتمع المدني في تشجيع مبادراتها البناءة رسميا مع تدليل الصعوبات والعراقيل التي تواجهها، موضحا أن ثقافة حقوق الإنسان تستدعي التعاون والتشارك والتأزر بين الجميع، منوها بالأفكار المسابقة في الموضوع منها فكرة صندوق الاقتراحات الخاصة بحقوق الطفل بالمؤسسات التعليمية مع استئجار لتأججه من طرف الإدارة التربوية شاكرا الجميع على المشاركة.

وقد انتهى اللقاء التواصلي بإصدار عدد من التوصيات، منها: تمكين تجارب نوادي حقوق الإنسان في إطار تحسين مكتسبات وممارسة البات الاشتغال مع مختلف المتدخلين. مواصلة تنظيم لقاءات دراسية أخرى و أيام دراسية و ندوات و مسابقات من أجل إشكاء التنافس بين النوادي التربوية، إضافة إلى ضرورة إدراج مقاربة النوع سواء في تأسيس النوادي التربوية أو في الأنشطة المبرمجة من طرف هذه النوادي.



# المغرب حقق تقدما مهما في مجال الدفاع عن حقوق الإنسان

صاحبه الجلالة الملك محمد السادس لوروش إصلاح منظومة العدالة التي تمثل أساس تعزيز دولة القانون والحكامة الجيدة، إضافة إلى مشروع القانون المتعلق بإصلاح القضاء العسكري الذي صادق عليه مجلس الوزراء، والذي يقضي بإلغاء متابعة المدنيين أمام المحاكم العسكرية.

بانتهاكات حقوق الإنسان، وإحداث 13 لجنة جهوية بهدف ضمان قريتها من المواطنين. تجعل منها هيئة مستقلة ومؤثقا بما لحماية حقوق الإنسان. وأضافت رابي أن هذه المؤسسة تعززت في مارس 2011 بإحداث مؤسسة وسيط الملكة، وهي مؤسسة وطنية مستقلة للوساطة مهمتها الدفاع عن الحقوق وتعزيز سيادة القانون وإشاعة مبادئ العدل والإنصاف في إطار العلاقات بين الإدارة والمواطن.

مبادئ حقوق الإنسان كما هو متعارف عليها دوليا، وخصص فصلا كاملا لمسألة الخريبات والحقوق الأساسية، وإحداث مجلس وطني لحقوق الإنسان، باعتباره مؤسسة وطنية للمهوض بحقوق الإنسان وحمايتها بما يتسجم مع مبادئ باريس لحقوق الإنسان. وقالت إن هذه المؤسسة ارتقت إلى مصاف أكثر المؤسسات أهمية وفاعلية، إن على المستوى الوطني أو الدولي، كما أن الاختصاصات الواسعة التي تتمتع بها ومن بينها معالجة الشكايات المتعلقة

والتبرؤ رابي، بهذا الخصوص، العمل المتجذ في مجال العدالة الانتقالية بفضل هيئة الإنصاف والمصالحة التي مكثت من التصالح مع الماضي بهدف استكمال بناء مغرب عدائي يحترم حقوق الإنسان. وقالت إن المقاربة المفكرة لهيئة الإنصاف والمصالحة وطابعها الشامل جعلها تمثل تحفة غير مسبوقة في مجال العدالة الانتقالية، شكلت مصدر إلهام بالنسبة للعديد من الدول، ونكزت رقعة جمعية التعاون الرومانية المغربية بالإصلاح الدستوري لسنة 2011، الذي كرس

اشايات رئيسة جمعية التعاون الرومانية المغربية، امل رابي، بما حققه المغرب خلال السنوات الأخيرة من تقدم مهم في مجال النهوض بحقوق الإنسان وحمايتها. وأضافت رابي في تصريح الصحافة أول أمس، أن الإصلاحات التي انخرطت فيها للفترة في هذا المجال تمثل نموذجاً في المنطقين الغربية والإريقية وتعتس الإرادة البراسخة ليماء مغرب حديث وديمقراطي تسود مبادئ دولة القانون واحترام حقوق الإنسان.

iball au

## عاجل : واشنطن ترفض دعوة بان كي مون و تطرح قراراً يُرحب بجهود المغرب لتعزيز حقوق الانسان بالصحراء و تدعو الى مراقبتها بتدوف

قالت وكالة "رويترز" للأخبار، أنها حصلت على نص لمسودة قرار أعدتها الولايات المتحدة لتحديد مهمة حفظ السلام التابعة للأمم المتحدة في الصحراء المغربية، حيث أن القرار سيحث جميع الأطراف على احترام حقوق الانسان لكنه لن يطلب من المنظمة الدولية مراقبة الانتهاكات، وهو ما يعتبر نصر كبير للمغرب.

وكان "بان كي مون" قد عرض مؤخراً، الى الدعوة لمراقبة حقوق الانسان دون الدعوة الى ذلك بمخيمات تدوف، غير أن القرار الأمريكي، جاء كالصاعقة، على خصوم المغرب، ليشدد على "أهمية الجهود التي يقوم بها المغرب بالصحراء".

وإذا أقر هذا القرار فسينص على أن مجلس الأمن الدولي "يؤكد أهمية تحسين وضع حقوق الانسان في الصحراء المغربية ومخيمات تدوف ويشجع الأطراف على العمل مع المجتمع الدولي لتطوير وتنفيذ إجراءات مستقلة وجادة لضمان الاحترام الكامل لحقوق الإنسان". دون أي تلميح الى لجان مراقبة حقوق الانسان كما كان "بان كي مون" قد اقترح ورفضه المغرب بشكل قاطع.

وبمذا القرار، تكون واشنطن قد تلقت دعوة المغرب الى تجنب السقوط في "مناهات اتخاذ قرارات غير مقبولة".

ويشكل تحديد تفويض مهمة حفظ السلام معركة سنوية في مجلس الأمن بين فرنسا التي تدافع عن موقف المغرب وبين عدة دول افريقية وجبهة بوليساريو التي تسعى للانفصال المدعمة من الجزائر.

وتتضمن المسودة الأمريكية التي يقول دبلوماسيون إن من المتوقع أن يطرحها مجلس الأمن للتصويت في 29 ابريل الجاري، أن المجلس "يقدر ويرحب ... بالخطوات والمبادرات الأخيرة التي اتخذها المغرب لتعزيز لجان المجلس الوطني لحقوق الانسان العاملة في مدينتي الداخلة والعيون".

وإلى جانب تحديد تفويض بعثة الأمم المتحدة لعام آخر سيثبذ القرار أيضا باستعداد المغرب للتعاون مع محققي مجلس حقوق الانسان التابع للأمم المتحدة.

ووزعت مسودة القرار على أعضاء المجلس الخمسة عشر وقد يتم تعديلها قبل إقرارها برغم أن دبلوماسيين قالوا إن واشنطن بذلت جهودا كبيرة في التفاوض مع المغرب بشأن النص وستعارض إجراء تعديلات كبيرة في صياغته.

## رئيسة جمعية التعاون الرومانية المغربية: المغرب حقق تقدما مهما في مجال الدفاع عن حقوق الإنسان

أشادت رئيسة جمعية التعاون الرومانية المغربية، السيدة أمل رابي، بما حققه المغرب خلال السنوات الأخيرة من تقدم مهم في مجال النهوض بحقوق الإنسان وحماتها.

وأضافت رابي، في تصريح لوكالة المغرب العربي للأنباء أمس الثلاثاء، أن "الإصلاحات التي انخرطت فيها المملكة في هذا المجال تمثل نموذجا في المنطقتين العربية والإفريقية وتعكس الإرادة الراسخة لبناء مغرب حديث وديمقراطي تسوده مبادئ دولة القانون واحترام حقوق الإنسان".

وأبرزت رابي، بهذا الخصوص، العمل المنجز في مجال العدالة الانتقالية بفضل هيئة الإنصاف والمصالحة التي مكنت من التصالح مع الماضي بهدف استكمال بناء مغرب حديث يحترم حقوق الإنسان.

وقالت إن "المقاربة المبتكرة لهيئة الإنصاف والمصالحة وطابعها الشامل جعلها تمثل تجربة غير مسبوقة في مجال العدالة الانتقالية، شكلت مصدرا إلهاما بالنسبة للعديد من الدول".

وذكرت رئيسة جمعية التعاون الرومانية المغربية بالإصلاح الدستوري لسنة 2011، الذي كرس مبادئ حقوق الإنسان كما هو متعارف عليها دوليا، وخصص فصلا كاملا لمسألة الحريات والحقوق الأساسية، وإحداث مجلس وطني لحقوق الإنسان، باعتباره مؤسسة وطنية للنهوض بحقوق الإنسان وحماتها بما ينسجم مع مبادئ باريس لحقوق الإنسان.

وقالت إن هذه المؤسسة "ارتقت إلى مصاف أكثر المؤسسات أهمية وفاعلية، إن على المستوى الوطني أو الدولي، كما أن الاختصاصات الواسعة التي تتمتع بها ومن بينها معالجة الشكايات المتعلقة بانتهاكات حقوق الإنسان، وإحداث 13 لجنة جهوية بهدف ضمان قربها من المواطنين، تجعل منها هيئة مستقلة وموثوقا بها لحماية حقوق الإنسان".

وأضافت رابي أن هذه المؤسسة تعززت في مارس 2011 بإحداث مؤسسة وسيط المملكة، وهي مؤسسة وطنية مستقلة للوساطة مهمتها الدفاع عن الحقوق وتعزيز سيادة القانون وإشاعة مبادئ العدل والإنصاف في إطار العلاقات بين الإدارة والمواطنين.

كما نوهت، في نفس السياق، بإطلاق صاحب الجلالة الملك محمد السادس لورش إصلاح منظومة العدالة التي تمثل أساس تعزيز دولة القانون والحكامة الجيدة، إضافة إلى مشروع القانون المتعلق بإصلاح القضاء العسكري الذي صادق عليه مجلس الوزراء، والذي يقضي بإلغاء متابعة المدنيين أمام المحاكم العسكرية.

واعتبرت أن هذا الإصلاح "يمثل خطوة متقدمة تضع المغرب في مصاف الدول الديمقراطية الأكثر تقدما في هذا المجال".

<http://chaabpress.com/%D8%B4%D8%B9%D8%A8%20%D8%A8%D8%B1%D9%8A%D8%B3/%D8%A7%D9%84%D8%B4%D8%B9%D8%A8%20%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%8A%D8%A7%D8%B3%D9%8A/23533/%D8%B1%D8%A6%D9%8A%D8%B3%D8%A9%20%D8%AC%D9%85%D8%B9%D9%8A%D8%A9%20%D8%A7%D9%84%D8%AA%D8%B9%D8%A7%D9%88%D9%86%20%D8%A7%D9%84%D8%B1%D9%88%D9%85%D8%A7%D9%86%D9%8A%D8%A9%20%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%BA%D8%B1%D8%A8%D9%8A%D8%A9%20%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%BA%D8%B1%D8%A8%20%D8%AD%D9%82%D9%82%20%D8%AA%D9%82%D8%AF%D9%85%D8%A7%20%D9%85%D9%87%D9%85%D8%A7%20%D9%81%D9%8A%20%D9%85%D8%AC%D8%A7%D9%84%20%D8%A7%D9%84%D8%AF%D9%81%D8%A7%D8%B9%20%D8%B9%D9%86%20%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82%20%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%86%D8%B3%D8%A7%D9%86.html>

## المغرب يواجه المتشددين بقانون الإرهاب لضمان الاستقرار

إجماع على خطورة المقاتلين العائدين من سوريا على أمن البلاد، وحقوقيون يطالبون الحكومة بالتحاور مع السلفيين.

الرباط - تسعى السلطات المغربية من خلال التشريعات والقوانين، وبالاتناد إلى الاتفاقيات والمعاهدات الدولية، إلى مكافحة الإرهاب والتصدي له بحزم. ورغم استفحال ظاهرة القتال في سوريا فإن المغرب تبنى إستراتيجية واضحة في هذا الموضوع تتخذ من قيم التسامح والمقاربات الحقوقية أساسا لها. واعتبر محمد الصبار، أمين عام المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالمغرب، أنّ توجه بعض المعتقلين الإسلاميين السابقين للقتال في سوريا، يعيق حلّ ملف ما يعرف بـ"السلفية الجهادية" في بلاده.

وأشار محمد الصبار، في كلمة له، ألقاها خلال ندوة نظمتها وكالة أبناء المغرب العربي أمس الأول، إلى أنّ "سفر بعض المعتقلين السابقين، الذين تمّت محاكمتهم على خلفية قضايا إرهاب بعد إطلاق سراحهم، إلى مناطق توتر إقليمية مثل سوريا، تجعل من حل هذا الملف في المغرب معقداً"، معتبراً أنّ "على هؤلاء المعتقلين أن يقدموا للدولة ولل مواطنين إشارات تطمئنهم، وتؤكد أنّهم قاموا بمراجعات للأفكار التي يتبنونها".

وأشار الصبار، إلى أنّ "قانون الإرهاب الذي تمّ إقراره في المغرب، يقلّل من ضمان شروط المحاكمة العادلة"، وأعزى المسؤول المغربي ذلك إلى الظرفية التي عاشها المغرب قبل إصدار القانون، "ما أدى إلى ترميره بسرعة"، داعياً إلى تغيير بعض بنوده لتقدم الضمانات الكفيلة بتوفير محاكمة عادلة لهؤلاء المعتقلين.

يذكر أنّ المشرع المغربي كان قد أصدر قانوناً للإرهاب بعد أحداث 16 مايو 2003 الإرهابية التي شهدتها مدينة الدار البيضاء، وتعود أبرز دواعي إصدار هذا القانون إلى تزايد ظاهرة التشدد في المجتمع، وغياب نصوص تشريعية مختصة قادرة على صدّ الإرهاب ومكافحته.

وقد جاء في المذكرة التقديمية لمشروع قانون مكافحة الإرهاب أنّ الظاهرة الإجرامية تعرف تطوّراً كبيراً، حيث انتقلت من مرحلة العمل العفوي إلى مرحلة العمل المنظّم في إطار مشاريع إجرامية تستخدم فيها أحدث التقنيات والاختراعات العلمية والتكنولوجية، ويستهدف الجناة من ورائها زعزعة الأمن والنظام العامّين والمسّ من سلامة وحياة الأفراد، وتخريب المنشآت والمرافق العامة أو الخاصة والنيل من هبة الدولة وشموحها في أنظار مواطنيها وأنظار المجتمع الدولي.

ويرى مراقبون أنّ المغرب، بقيادة الملك محمد السادس، يسعى إلى التصديّ إلى الخطر الإرهابي، وأنّ الأحداث الإرهابية لن تثني البلاد عن الاستمرار في مسار الإصلاحات والنهوض بحقوق الإنسان.

كما يرون أنّ السلطات المغربية عازمة على التصديّ بحزم لمروحي التعصّب والعنف في إطار سياسة القانون، ونهج استراتيجية شمولية ومتعددة الأبعاد لمحاربة الإرهاب بهدف تكوين المواطن المتشبع بقيم التفتح العصرية والاعتدال والتسامح.

من جانبه، اعتبر عبدالعالي حامي الدين، رئيس منتدى الكرامة لحقوق الإنسان، أنّه على السلطات في المغرب أن تتعامل مع ملف السلفية عبر "اعتماد مقاربة حقوقية حوارية"، تتوخى ضمان أمن واستقرار البلاد، وفتح حوار مع المعتقلين الذين "يجدون أنفسهم بعد خروجهم من السجن بين أحضان أفكار تدعوهم كي يتوجّهوا إلى مناطق التوتّر"، على حدّ تعبيره.

مصطفى الريميد: حذار من خطر الإرهابيين العائدين من المحرقة السورية

وأشار حامي الدين إلى أنّ توجه بعض السلفيين، من بين المعتقلين السابقين، إلى هذه المناطق، يشكل "ظاهرة تهدّد أمن واستقرار البلاد، ولا يمكن أن نبقى مكتوفي الأيدي أمامها". كما طالب، السلطات بتقديم إشارات مطمئنة إلى المعتقلين السابقين الذين لم يتورطوا في العنف، وعبروا عن مراجعتهم لأفكارهم السابقة.

وشدّد ممثلون عن المعتقلين، في بيان أصدرته ما تُسمّى بـ"اللجنة المشتركة للدفاع عن المعتقلين الإسلاميين"، على أنّهم "لم يرتكبوا أية جريمة في حقّ بلدهم"، وأنّهم توجهوا إلى سوريا "من أجل مساعدة الشعب السوري"، على حدّ زعمهم.

وتقول اللجنة إنّ معتقلين إسلاميين عائدين من سوريا، يخوضون إضراباً مفتوحاً عن الطعام بسجن الزاكي بمدينة سلا (قرب الرباط) منذ منتصف الشهر الماضي، احتجاجاً على اعتقالهم.

في المقابل تقول المندوبية العامة لإدارة السجون بالمغرب، بحسب بيانات سابقة لها، إنّ الحديث عن إضراب طعام المعتقلين الإسلاميين في سجن الزاكي "يدخل ضمن باب المزايدات، من أجل الضغط لانتزاع امتيازات لفئة معينة من السجناء على حساب باقي النزلاء"، لافتة إلى أنّها "تحرص على معاملة كافة السجناء على قدم المساواة، ووفقاً لم ينص عليه القانون المنظم للسجون والمواثيق الوطنية والدولية لحقوق الإنسان".

وكان وزير العدل والحريات المغربي، مصطفى الريميد، قد حذر في وقت سابق، من أنّ "أخطر ما يهدّدنا هو أن يذهب أشخاص، ولا أقول العشرات، بل المئات، إلى سوريا. ماذا سيفعلون بعد نهاية الصراع في سوريا؟.. من يضمن لي أنّه إذا عاد 100 منهم إلى المغرب لن ينقذ أحدهم عملية إرهابية".

كما اعترف الريميد لأول مرة، في تصريحات أدلى بها في وقت سابق، بتوجه المئات من الشباب المغاربة إلى سوريا من أجل القتال في ما وصفه بـ"المحرقة السورية".

ويعتبر المغرب أول دولة عربية قطعت علاقاتها الدبلوماسية مع نظام الرئيس السوري بشار الأسد، ففي شهر يوليو 2012، طرد المغرب السفير السوري لديه، نبيه إسماعيل، بعد أن اعتبره "شخصاً غير مرغوب فيه"، مؤكداً أنّه "لا يمكن أن يقبل باستمرار الوضع السوري على ما هو عليه".





## الوسيط من أجل الديمقراطية ينظم الجامعة الثانية ببوزنيقة

الثلاثاء 22 أبريل 2014 20:43:28



احتضن بالمركب الدولي للشباب مولاي رشيد ببوزنيقة، الجامعة الثانية لفائدة الـ 170 شابا وشابة المشاركين في المشروع، وذلك أيام 18 و19 أبريل 2014 من تنظيم "الوسيط من أجل الديمقراطية وحقوق الإنسان لمشروع" شباب من أجل الديمقراطية"، بدعم من "صندوق الأمم المتحدة للديمقراطية" وبشراكة مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان.

وتتمحورت أشغال هاته الجامعة، حول وحدة "مقاربات وتقنيات مراقبة وتقييم السياسات العمومية"، حيث سيسهم الأساتذة المشاركون في تأطير الجامعة عبر مجموعة من العروض والمحاضرات ذات الصلة بوحدة الجامعة الثانية.

وفي سياق أنشطة المشروع، تم تنظيم ندوة المستقبل يوم الأحد 20 أبريل حيث تم فتح الفرصة للشباب المشارك للعب دور المساءلة والفرق البرلمانية سواء فرق الاغلبية و فرق المعارضة، وذلك بهدف التحضير للمرحلة اللاحقة من المشروع والمتعلقة بأشغال اللجن التي ستسائل الحكومة في نهاية ولايتها الحالية بخصوص مدى إعمالها لتعهداتها المتصلة بمختلف السياسات العمومية كما جاء في البرنامج الحكومي.

## Propos anti-Marocains de Geert Wilders – Son conseiller politique démissionne

Le conseiller politique personnel de Geert Wilders, chef de file du parti pour la liberté (extrême droite-PVV), a présenté sa démission du parti en réaction aux propos racistes et xénophobes proférés par ce dernier à l'égard des Marocains résidant aux Pays-Bas. Stephan Jansen, membre actif au PVV depuis 2006 et son représentant au conseil provincial de la Hollande Sud, a indiqué dans une lettre aux membres du parti que sa décision est motivée par les déclarations racistes de Wilders au cours et après la campagne électorale pour les municipales de mars dernier. "Notre parti ne sera jamais pris au sérieux à nouveau", après les récentes déclarations de Wilders, écrit Jansen, ajoutant qu'"aucun autre parti politique ne va travailler avec nous". D'après le quotidien De Volkskrant, plusieurs autres membres du parti sont préoccupés de la tournure que prennent les événements au PVV, étant donné que chaque démission signifie moins de fonds de financement pour la formation. Plusieurs membres du PVV ont présenté leur démission suite aux propos racistes de Wilders connu pour son hostilité envers l'immigration, l'islam et l'Europe, entre autres. La démission de Laurence Stassen, qui dirige le PVV au Parlement européen, reste la plus marquante au vu du rôle qu'elle a joué en faveur du parti populiste. Des appels avaient été lancés par des politiciens pour la création d'un "cordon sanitaire", visant à isoler Wilders et son parti sur le plan politique en suspendant toute collaboration. Geert Wilders avait déclenché une vague de protestations sans précédent, fin mars, après avoir promis à ses partisans qu'il ferait en sorte qu'il y ait "moins de Marocains" aux Pays-Bas. Des centaines de plaintes ont été déposées à la suite de ces propos anti-Marocains, venant d'un leader de l'extrême droite des Pays-Bas.

## الحكامة الأمنية.. الآلة والعقيدة

دعا حقوقيون، يوم أمس، في منتدى وكالة المغرب العربي للأنباء، إلى ضرورة إخراج توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة من الأرشيف، خاصة تلك المتعلقة بالحكامة الأمنية...

ودعا الصبار وحامي الدين وبلكوش والنشاشي إلى إخراج المجلس الأعلى للأمن، الذي نص عليه دستور المملكة الجديد، في وقت معقول.

المجلس الأعلى للأمن إطار مؤسسي قد يكون مفيدا لبداية تنزيل «الحكامة الأمنية» في بلاد كانت فيها أجهزة الأمن، منذ الاستقلال إلى اليوم، بعيدة عن أي مراقبة سياسية أو قانونية، لا من قبل الحكومة ولا من قبل البرلمان ولا حتى من قبل القضاء...

ماذا تعني الحكامة الأمنية اليوم في المغرب؟ معناها أن الشرطي والمخبر والدركي والجندي يجب أن يتصرفوا وفق القانون لا خارج القانون. الحكامة الأمنية معناها أن الأجهزة المكلفة بحماية أمن المواطن والبلاد ومصالحها يجب أن تخضع للمراقبة والمحاسبة من قبل الحكومة والبرلمان والقضاء، وألا تشتغل بعيدا عن أعين المؤسسات، مهما كانت المبررات التي تساق لجعل هذه الآلة تتصرف كدولة داخل الدولة والمؤسسات ومبدأ ربط المسؤولية بالمحاسبة.

كثيرا ما جرى تبرير انفلات الأجهزة الأمنية من أي رقابة أو خضوع للقانون بأنها أجهزة تحارب أعداء النظام، مرة يكونون يساريين وتارة يصبحون إسلاميين وثالثا يصيرون سلفيين ونقابين وصحافيين وحقوقيين... حسب الظروف والأحوال دائما ما تجد الأجهزة الأمنية أعداء للنظام وإن لم تجدهم فهي تخترعهم...

هؤلاء الأعداء متهمون دائما بالسعي إلى قلب نظام الحكم واستهداف رموزه والتخطيط للإرهاب والتجسس لصالح الخارج والتأمر على البلاد في كل وقت وحين... وبما أن المعركة حساسة وخطيرة ومستعجلة، فإن تقييد الأجهزة الأمنية بالقوانين والمساطر وضمانات المحاكمة العادلة ومبادئ حقوق الإنسان، كل هذا يحد من فعالية الأجهزة وسرعة تحركها، وقد يعرض أمن البلاد والنظام والمؤسسات لأخطار داهية، لهذا فإن «الضرورات تبيح المحظورات»!

هذا هو «المنطق» الذي اشتغل به أوفقيير والدليمي والعشعاشي وإدريس البصري وعلابوش ولعنيكري وبنهاشم... هؤلاء جميعا حاولوا أن يصوروا للدولة أنهم حراس أوفياء للعرش، وأنهم أهم أدوات للحكم والسيطرة والبطش، ولهذا فلا بد من إطلاق أيديهم في العمل والتحرك، فالغاية تبرر الوسيلة، من هنا ولدت العقيدة الأمنية للمملكة والتي أصبحت تلقن لجيل بعد جيل داخل المؤسسات الأمنية...

ومن مداد هذه العقيدة كتب السجل الأسود لحقوق الإنسان في المغرب على مدار عقود من الزمن، وهكذا تحولت ممارسات الأجهزة الأمنية وانتهاكاتهما لحقوق الإنسان من مصدر لقوة النظام إلى أحد أهم أسباب ضعف شرعية نظام الحكم، وتلطخ صورته في الداخل والخارج، وتعميق عزله عن الشعب، وهو ما حاول الملك الجديد الابتعاد عنه بتنصيب هيئة الإنصاف والمصالحة، لكن بمجرد رجوع العداد إلى الصفر، بدأت الآلة ترتكب نفس الانتهاكات بأشكال جديدة، لأن الجهاز لم تُصلح العقيدة لم تتغير...

هل كان الحسن الثاني، فعلا، يحتاج إلى جهاز قمعي لحراسة حكمه؟ هل كان يحكم المغاربة بالمخبرين والسجون السرية والمقابر الجماعية والاختطافات، أم كان يحكم بالسياسة والدهاء، والقدرة على إغراء النخب وتوظيف الدين والقيام بمبادرات كثيرة، مثل المسيرة الخضراء وسياسة السدود، ولعب دور دبلوماسي نشيط في العالم، واختيار تحالفات قوية في الخارج، وصناعة صورة حقيقية أو خادعة في خيلة الناس عن الملك المؤيد من السماء والمحفوظ بالبركة...

الحكامة الأمنية ستنزل إلى أرض الواقع عندما تصبح مطلبا ملحا للحقوقيين والمناضلين وعموم الشعب، وعندما يقتنع من يحكم أنه يحكم بالسياسة لا بالأمن.

## عاجل: مجلس الأمن يتجاهل تقرير بان كي مون ويجدد مهمة تكليف "المينورسو" دون مراقبة لوضعية حقوق

يتجه مجلس الأمن الدولي، إلى إصدار قرار جديد حول النزاع المفتعل لقضية الصحراء المغربية، يقضي بتجديد مهمة تكليف "المينورسو" دون مراقبة لوضعية حقوق الانسان، حسب وكالة الأنباء "رويترز"

وأظهر نص حصلت عليه الوكالة لمسودة قرار أعدتها الولايات المتحدة لتجديد مهمة حفظ السلام التابعة للأمم المتحدة في الصحراء المغربية أن القرار سيحث جميع الأطراف على احترام حقوق الانسان لكنه لن يطلب من المنظمة الدولية مراقبة الانتهاكات، مشيرة إلى أنه إذا أقر هذا القرار فسينص على أن مجلس الأمن الدولي "يؤكد أهمية تحسين وضع حقوق الإنسان في الصحراء المغربية ومخيمات تندوف ويشجع الأطراف على العمل مع المجتمع الدولي لتطوير وتنفيذ إجراءات مستقلة وجادة لضمان الاحترام الكامل لحقوق الإنسان."

وأوضح المصدر ذاته، أن مسودة القرار الأمريكية تجاهلت تقرير بان كي مون ودعوته.

وتتضمن المسودة الأمريكية التي يقول دبلوماسيون إنه من المتوقع أن يطرحها مجلس الأمن للتصويت يوم 29 أبريل من الشهر الجاري، أن المجلس "يقدر ويرحب ... بالخطوات والمبادرات الأخيرة التي اتخذها المغرب لتعزيز لجان المجلس الوطني لحقوق الانسان العاملة في مدينتي الداخلة والعيون."

وإلى جانب تجديد تفويض بعثة الأمم المتحدة لعام آخر سيشتيد القرار أيضا باستعداد المغرب للتعاون مع محققي مجلس حقوق الانسان التابع للأمم المتحدة.

ووزعت مسودة القرار على أعضاء المجلس الخمسة عشر وقد يتم تعديلها قبل إقرارها برغم أن دبلوماسيين قالوا إن واشنطن بذلت جهودا كبيرة في التفاوض مع المغرب بشأن النص وستعارض إجراء تعديلات كبيرة في صياغته.



# حقوقيون يدعون إلى الحد من استعمال العنف ضد التظاهر السلمي

٢٩/٣  
صحيفة الناس

المرأة الذي خلق نوعا من الجدل ولم يحصل به توضيح مجتمعي، موضحا أنه لم تصل بعد لتمتع المواطنين بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية، كما أن هناك إشكالات في الحق في الترقية تظهر في الغروق بين القرى والمدن، محمد الشنشاش رئيس المنظمة المغربية لحقوق الإنسان قال إن الربيع العربي مر بسلام وبأقل تكلفة مقارنة مع الدول الأخرى، وذلك راجع لكون المغاربة تاضلوا من أجل الديمقراطية منذ زمن. في المقابل اعتبر أن التدخل في حق المسيرات سلوك غير لائق من طرف الأجهزة الأمنية على اعتبار أن ذلك يمس القيم المبنية على حقوق الإنسان.

سواء من طرف الدولة أو من طرف المعتقلين. وأضاف حامي الدين أن هناك مجموعة من المعتقلين يمكن للدولة أن تبدي إشارات لحل القضية حتى تجنب المغرب كل فتيل للتوتر مستقبلا.

**محمد الصبار الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان** اعتبر أن هناك منحا تصاعديا يفسر تنامي وعي المواطنين لحقوق الإنسان ويكرس إرادة سياسية في هذا المجال، وأوضح الصبار أن الدستور المغربي يعترف بالقضاء كسلطة مستقلة، بالإضافة إلى قرار عدم إحالة المدنيين على المحكمة العسكرية. وأشار إلى أن هذا لا يعني أنه ليس هناك إكراهات مرتبطة بالثقافة مثل التمييز ضد

الإنصاف والمصالحة. وأضاف حامي الدين خلال منتدى وكالة المغرب العربي للانباء أول أمس الثلاثاء، أن واقع السجون يعرف العديد من الاختلالات نتيجة بعض العقليات القديمة وضعف النيات التحثية، موضحا أن هناك مجموعة من المضربين عن الطعام في عدد من السجون المغربية.

وأشار حامي الدين إلى أن الاكتظاظ في السجون يقتضي مراجعة العقوبات السالبة للحرية وتغيير بعض القوانين، وهو ما يقتضي تفعيل الأحكام البديلة ومراجعة الاعتقال الاحتياطي، موضحا أنه إن الأوان للتقدم في قضية معتقلي ما يسمى بالإرهاب على اعتبار أن هناك تجاوزات في هذا المجال

اعتبرت مجموعة من القياديين في المجال الحقوقي بالمغرب أنه قطع أشواط كبيرة في مجال حقوق الإنسان، لكن هناك مجموعة من التجاوزات ومجموعة من الانتظارات. وقال عبد العالي حامي الدين رئيس منتدى الكرامة لحقوق الإنسان القيادي بالعدالة والتنمية إن إشارة ظاهرة استمرار التدخل العنيف ضد التظاهر السلمي من بين ما يؤثر على وضعية حقوق الإنسان بالمغرب، واعتبر حامي الدين أن هناك مجموعة من الانتظارات، موضحا أن المغرب ما زال مترددا في اتفاقية محكمة روما كما أنه لم يفعل مجموعة من توصيات



## الاحتفاء بإفريقيا في مهرجان كناوة وموسيقى العالم بالصويرة

أكد رئيس جمعية الصويرة موغادور أندري أزولاي، أنه سيتم الاحتفاء بإفريقيا خلال الدورة الـ 17 لمهرجان كناوة وموسيقى العالم، الذي ينظم في الفترة من 12 إلى 15 يونيو القادم بالصويرة تحت رعاية الملك محمد السادس.

وقال أزولاي في لقاء مع الصحافة نظم لتقدم برنامج هذه الدورة، أن هذا الاختيار سيمكن المشاركين في هذه التظاهرة، التي تعكس الروح الأصيلة للمغرب، من استعادة التاريخ عبر برنامج موسيقي وفني غني ومتنوع ينشطه فنانون كناوة بجمالية وإحساس.

وأضاف أزولاي أن المغرب، وهو يكرس تضامنه مع الدول الإفريقية، يريد تجديد التأكيد على جذوره الإفريقية التاريخية، مذكرا بالزيارة التي قام بها مؤخرا صاحب الجلالة الملك محمد السادس لعدة بلدان إفريقية لثمين الأواصر التاريخية وتشبث المملكة بقارتها وبالتعاون جنوب جنوب في عدد من المجالات، ليست الاقتصادية فقط وإنما الثقافية أيضا.

وذكر رئيس جمعية الصويرة موغادور أن الأمر يتعلق بمهرجان معروف بأصالته وأجوائه الفريدة، ويشتمل الجانب الإفريقي في الهوية المغربية، ويبرز الارتباط بكافة ثقافات العالم. وفي ما يتعلق بمنتدى المهرجان، الذي تم إعداده قبل سنتين بشراكة مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ستقام الدورة الثالثة لهذا المنتدى تحت شعار "إفريقيا القادمة".

وستعرف هذه الدورة مشاركة مجموعة حمادشة، وعيساوة، والفنان فولان بوحسين، ومجموعة دردبا، وكذا مجموعة كيف سامبا، وآخرين.

وستكون برجة هذه الدورة، المستلهمة من أرض إفريقيا والمتعاقبة مع فن الجاز وموسيقى العالم، متميزة وجريئة عبر 30 حفلا موسيقيا.

كما تستقبل منصات الصويرة، إلى جانب 20 من أكبر المعلمين الكناويين من مختلف مدن المملكة، الفنان المالي باسيكو كوياتي، والفنان ماركوس ميلر، والعاظف الكبير إبراهيم معلوف، والنجم الجديد لفن الريغي السينغالي ميتا وكورنيرستون. وتقام هذه الحفلات على منصات مفتوحة في مدينة الصويرة وخاصة في ساحة مولاي الحسن، وباب مراكش.

<http://www.afrigatenews.net/content/%D8%A7%D9%84%D8%A7%D8%AD%D8%AA%D9%81%D8%A7%D8%A1-%D8%A8%D8%A5%D9%81%D8%B1%D9%8A%D9%82%D9%8A%D8%A7-%D9%81%D9%8A-%D9%85%D9%87%D8%B1%D8%AC%D8%A7%D9%86-%D9%83%D9%86%D8%A7%D9%88%D8%A9-%D9%88%D9%85%D9%88%D8%B3%D9%8A%D9%82%D9%89-%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%A7%D9%84%D9%85-%D8%A8%D8%A7%D9%84%D8%B5%D9%88%D9%8A%D8%B1%D8%A9>



## ورشة بالدار البيضاء لتعزيز دور الأحزاب والنقابات في النهوض بالمشاركة السياسية للنساء

ينظم المعهد العربي لحقوق الإنسان، بشراكة مع اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالدار البيضاء- سطات والحركة من أجل ديمقراطية المناصفة، ورشة وطنية لتقدم نتائج الدراسة المتعلقة بـ"تعزيز دور الأحزاب والنقابات في النهوض بالمشاركة السياسية للنساء بالمغرب"، وذلك يوم الجمعة 25 أبريل 2014 بفندق إيدو أنفا بالدار البيضاء، ابتداء من الساعة التاسعة صباحا.

وتندرج هذه الورشة في إطار مشروع إقليمي ينفذه المعهد العربي لحقوق الإنسان بشراكة مع منظمة "أوكسفام نوفيبي" وبدعم من الاتحاد الأوروبي في خمس بلدان عربية هي فلسطين، لبنان، مصر، تونس والمغرب.

ويسعى هذا المشروع إلى تمكين النساء من المشاركة السياسية والنقابية الفاعلة والمساهمة في التغيير الديمقراطي والحراك السياسي والاجتماعي، إضافة إلى دعم قدرتهن على تعزيز دورهن من أجل إدراج قضايا النساء في برامج الأحزاب والنقابات وفي مسار الانتقال الديمقراطي في البلاد ووصول النساء إلى مراكز القرار المحلي والجهوي.

وتهدف هذه الدراسة إلى تشخيص واقع المشاركة السياسية للمرأة بالمغرب من خلال تحليل القوانين والأنظمة الداخلية للأحزاب والنقابات للتعرف على واقع مشاركة المرأة داخل هذه المؤسسات، كما تسعى إلى تحليل الاحتياجات والفجوات والعقبات أمام مشاركة النساء في العمل السياسي والنقابي وفي الولوج إلى مواقع القرار، لصياغة تصورات وخطط عملية للنهوض بواقع المشاركة السياسية للنساء.

ويضمن برنامج الورشة، التي سيتم افتتاح أشغالها من طرف رئيس المعهد العربي لحقوق الإنسان وأمين عام المجلس الوطني لحقوق الإنسان وكذا منسقة الحركة من أجل ديمقراطية المناصفة، تقديم نتائج الدراسة المشار إليها وعرض قراءة تحليلية حولها، بالإضافة إلى تنظيم ورشات لتعميق النقاش حول الموضوع ووضع خطة عمل لتنفيذ توصيات الدراسة.

## Droits humains

# Appel à l'adoption d'une stratégie globale en vue de consacrer les importants acquis du Maroc

11955 / 3

*L'importante expérience accumulée par le Maroc dans le domaine des droits de l'Homme, ainsi que la nécessité de la mise en œuvre d'une stratégie globale visant à capitaliser sur les acquis en la matière ont été largement évoquées, mardi à Rabat, à l'occasion de la tenue d'une nouvelle session du Forum de la MAP. Les invités à cette rencontre, organisées sous le thème «Droits de l'Homme et Etat de droit au Maroc, les réalisations et les perspectives», ont été unanimes à souligner que les acquis accumulés par le Maroc, à la faveur de réformes institutionnelles progressives, ont été couronnés par la Constitution de 2011, qui a consacré le chantier des droits de l'Homme en tant que choix stratégique plutôt qu'une question d'ordre conjoncturel.*

Tout en se félicitant de cette expérience, qui a conféré au Maroc «une position avancée et très particulière», les participants ont souligné la nécessité d'adopter une stratégie globale et holistique à même de consacrer les acquis et d'éviter les dysfonctionnements qui peuvent surgir de temps à autre.

A cet égard, le secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Mohamed Sabbar, s'est arrêté sur l'évolution qualitative qu'a connue le chantier des droits de l'Homme au Maroc, une évolution caractérisée, selon lui, par une ouverture politique engagée dans les années 90 avec le retour des exilés, la création de l'Instance équité et réconciliation (IER), la ratification des conventions internationales relatives aux droits de l'Homme, l'antidépense de lois ayant trait à cette question et la promulgation de la constitution de 2011.

En matière de compensation des victimes des violations passées des droits de l'Homme, le Maroc a répondu de manière positive aux les recommandations de l'IER, a-t-il expliqué, y voyant «l'illustration de la volonté politique du pays» mais aussi d'une prise de conscience par les citoyens quant à l'importance des droits de l'Homme.

La prise de conscience constitutionnelle quant à l'importance de droits de l'Homme ouvrira la voie à la ratification de plusieurs conventions importantes, dont la convention de Rome et à l'abolition de la peine de mort, a poursuivi le président du CNDH, en estimant que l'évaluation de l'expérience marocaine en matière des droits de l'Homme doit prendre en considération les régressions enregistrées au niveau des plus vieilles démocraties du monde après les attentats du 11 septembre, et qui se sont «répercutées négativement sur les démocraties naissantes».

S'agissant de la situation des droits de l'Homme dans les provinces du sud, M. Sabbar a souligné l'irrecevabilité de l'appel à l'élargissement du mandat de la Minurso à la surveillance des droits de l'Homme étant donné que cette compétence relève des missions opérant dans les pays connaissant une guerre civile ou dans des Etats en consolidation.

Malgré toutes les avancées, a-t-il dit, la consécration de la culture des droits de l'Homme fait face à plusieurs défis dont la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes, la liberté de croyance et la ges-



tion sécuritaire, en plaçant pour le développement d'une culture de manifestation responsable, la surveillance de la gestion administrative et la consécration de la corrélation entre la responsabilité et la reddition des comptes.

De son côté, le président du Centre des études en droits humains et démocratie (CEDHD), El Habib Belkouch a relevé que le débat sur les droits de l'Homme au Maroc n'est pas une question conjoncturelle, mais plutôt s'inscrivant dans le cadre d'un combat qui a un prolongement historique et émanant des choix de l'Etat, en soulignant la nécessité de garantir ces acquis en garantissant une complémentarité entre les différentes institutions chargées de la protection des droits de l'Homme.

Pour ce faire, l'acteur associatif, a plaidé pour l'accélération de la mise en place du Plan national pour la démocratie et les droits de l'Homme, y voyant une plus grande illustration de la volonté politique du Royaume en la matière.

S'agissant de la gestion des manifestations pacifiques, M. Belkouch a relevé qu'en dépit des avancées enregistrées, l'institution sécuritaire doit redoubler d'efforts en vue d'interagir positivement avec la dynamique que connaît la société civile d'une manière que n'affectera pas l'image du Maroc à l'étranger, ainsi que ses engagements internationaux en matière de préservation du droit de manifester. En matière des droits

de l'Homme, la mise à niveau doit ne pas rester limitée à l'institution sécuritaire et doit toucher l'ensemble des institutions, a-t-il fait savoir, en appelant au renforcement des mécanismes de médiation et de la gouvernance économique et à la lutte contre la culture de la rente et de la corruption, en plus de l'appropriation de la culture des droits de l'Homme de manière à accompagner le processus engagé par le Royaume et répondre de manière positive à toutes les critiques.

Rappelant le cheminement de la lutte engagée par le Maroc, depuis son indépendance, à la faveur des libertés et de la démocratie, le président de l'Organisation marocaine des droits humains (OMDH), Mohamed Neshesh, a relevé que le Maroc s'est engagé dans une nouvelle ère qui se caractérise par l'adoption d'une politique basée sur la nouvelle approche du pouvoir et par le lancement de réformes législatives et institutionnelles. Selon lui, les acquis réalisés par le Maroc en matière des droits de l'Homme requièrent l'ouverture d'un dialogue sérieux et transparent en vue de répondre aux problématiques posées par l'économie de la rente, le chômage, la corruption, l'enseignement et l'accès universel aux services de base. Après avoir souligné l'importance de l'approche royale en matière de migration et d'asile qui prend en compte la dimension sociale au lieu de se focaliser uniquement sur l'approche sécuritaire, M.

Neshesh a critiqué le déni des droits essentiels des populations séquestrées à Tindouf, en imputant la responsabilité à l'Algérie, qui abrite ces camps et les soutient.

Pour sa part, le président du forum Al Karama, Abdelali Hamididine, a relevé que le développement de la question des droits de l'Homme est corollaire à la présence d'une volonté politique, au degré de maturité de la société, à l'édification de la démocratie et des institutions, en soulignant les importantes avancées réalisées par le Maroc en matière d'adhésion aux conventions internationales relatives aux droits de l'Homme et d'interaction positive avec les mécanismes onusiens chargés de la question, à travers l'ouverture de son territoire aux rapporteurs concernés. Outre la réforme des procédures de création des associations, la ratification de la convention de Rome relative à la Cour pénale internationale, la révision du Code de la procédure pénale et l'adoption d'un programme de gouvernance sécuritaire, M. Hamididine a appelé à la réduction des interventions musclées contre les manifestants et à accorder un intérêt à la réalité dans les prisons à travers l'adoption de mesures telles la libération conditionnelle et la révisions des conditions de la garde à vue.

S'agissant des détenus dans le cadre de la loi antiterroriste, M. Hamididine a appelé à une nouvelle approche de la part de l'Etat et des détenus, «desquels sont tenus d'envoyer des signaux rassurants à la société». Selon lui, la solution à cette question, réside dans une approche alliant droits de l'Homme, dialogue et intégration sociale. M. Hamididine a également exprimé son refus catégorique de toute atteinte à la souveraineté marocaine sous le prétexte des droits de l'Homme, en appelant, dans ce sens, à plus d'efforts pour gagner une bataille pour les droits humains.

«Parfois, la préoccupation sécuritaire est plus forte que celle des droits de l'Homme, mais ceci ne doit pas être un prétexte pour que des dysfonctionnements aient lieu», a-t-il dit. Cette rencontre, à laquelle ont pris part une pléiade de journalistes et d'acteurs associatifs, a suscité des débats autour des défis à relever notamment en matière de consécration de l'Etat de droit et de consolidation de la culture des droits de l'Homme. La rencontre s'inscrit dans le cadre de la série de Forums que la MAP organise depuis le mois de mars dernier en vue de mettre la lumière sur les réalisations accomplies par le Maroc en matière des droits de l'Homme.



## ONU-Sahara : Pourquoi le Roi a réagi

Samedi 12 avril, un communiqué du Cabinet Royal indiquait que SM Mohammed VI venait d'avoir un entretien téléphonique avec le Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-Moon.

Pour les observateurs qui suivent le dossier du Sahara, à partir du Maroc, l'information en elle-même est un voyant rouge qui s'allume.

La teneur du communiqué, qui rapporte les grandes lignes de l'entretien, confirme le voyant rouge. Il y est indiqué que «Sa Majesté le Roi a attiré l'attention du Secrétaire Général sur l'impératif de préserver les paramètres de la négociation tels qu'ils sont définis par le Conseil de Sécurité, de sauvegarder le cadre et les modalités actuels de l'implication de l'ONU et d'éviter les approches partiales et les options périlleuses» ; et que «Tout écart de cette voie serait fatal pour le processus en cours et porteur de danger pour toute l'implication de l'ONU dans le dossier». Les mots -et le ton qui s'en dégage- ne laissent aucun doute. Il y a un problème... Et assez grand pour que le Roi tire personnellement la sonnette d'alarme.

Que se passait-il donc ? Qu'est ce qui avait fait réagir le Roi, d'une façon aussi directe et en même temps solennelle ?

Quelque 48 heures auparavant, jeudi 10 avril, le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-Moon, adressait son rapport annuel sur le Sahara aux 15 membres du Conseil de sécurité. Rapport dont la présentation au Conseil et la discussion à huis clos étaient prévues pour ce 17 avril, avant que le Conseil ne se réunisse à nouveau, le 23 avril pour voter sa résolution pour l'année 2014.

Or, que dit ce rapport?

### La question des droits de l'homme

Le Secrétaire Général de l'ONU y était d'abord attendu sur la question des droits de l'homme. Le Polisario et l'Algérie se mobilisent, depuis quelques années pour élargir le mandat de la MINURSO à la surveillance des droits de l'homme au Sahara. L'année dernière, ils avaient même réussi à obtenir l'appui de l'ambassadrice des Etats Unis auprès de l'ONU. Il avait fallu que le Roi Mohammed VI intervienne auprès du Président Obama pour que l'ambassadrice se rétracte. Le Conseil de Sécurité avait alors appelé le Maroc à garantir les droits de l'homme, notamment au Sahara. Ce à quoi le Maroc a répondu en prenant plusieurs mesures et décisions, tout au long de l'année. Il attendait donc de voir ce qu'en dirait Ban Ki-Moon dans son rapport 2014.

Mais, dans le document distribué cette semaine aux membres du Conseil de Sécurité, Ban Ki-Moon commence par noter «avec satisfaction» les «avancées» réalisées par le Maroc, certes. Il loue les efforts déployés pour consolider le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) et ses antennes à Laâyoune et Dakhla. Il salue la réforme de la justice militaire qui met fin aux poursuites contre des civils devant des tribunaux militaires. Il se félicite de «la coopération du Royaume avec les procédures spéciales du Conseil des Droits de l'Homme» des Nations Unies, précisant que les autorités marocaines ont «continué de coopérer avec les procédures spéciales du Conseil des Droits de l'Homme et de leur faciliter l'accès» (notamment en matière de traite des personnes et de détentions arbitraies)...

<http://www.lereporter.ma/actualite/a-la-une/2726-onu-sahara-pourquoi-le-roi-a-r%C3%A9agi.html>

Néanmoins, à la fin, tous ces satisfécits sont balayés d'un revers de main par Ban Ki-Moon qui conclut que l'objectif final reste «une surveillance durable, indépendante et impartiale des droits de l'homme». Ce qui équivaut à un appel à la création d'un mécanisme de surveillance des droits de l'homme. Il est vrai que le Secrétaire Général précise que cette «surveillance durable, indépendante et impartiale des droits de l'homme» devra s'appliquer aussi bien au Sahara qu'aux camps de Tindouf. Mais cela n'atténue en rien l'injustice que ressent le Maroc où, après le Roi, de nombreuses voix se sont élevées pour exprimer la consternation générale.

### La théorie des territoires non autonomes

Autre motif du sentiment d'injustice que ressentent les Marocains, Ban Ki-Moon note bien que le Maroc a consenti des investissements considérables «en matière d'infrastructures et dans les secteurs social et culturel», mais cela ne l'empêche pas de pencher du côté des séparatistes et de leurs supporters qui accusent le Maroc d'exploitation illégale des ressources naturelles du Sahara. Et de consigner dans son rapport qu'il est «opportun de faire appel à tous les acteurs concernés pour reconnaître le principe en vertu duquel les intérêts des populations des territoires non autonomes sont primordiaux» (en vertu du chapitre XI de la Charte des Nations Unies, article 73).

Pire encore, cette notion de territoires autonomes est, pour la première fois, mise en avant avec force, par Ban Ki-Moon. Le chapitre XI de la charte des Nations Unies auquel il fait référence est intitulé «déclaration relative aux territoires non autonomes». Et ce n'est pas la seule fois qu'il y fait référence. De façon encore plus précise, Ban Ki-Moon écrit : «Compte tenu de l'inscription du Sahara occidental sur la liste des territoires non autonomes depuis 1963, les efforts de l'Onu, à travers le travail de mon envoyé personnel (Christopher Ross), de mon représentant spécial (Wolfgang Weisbrod-Webe) et de la Minurso, restent d'une forte importance jusqu'à ce que le statut final du Sahara occidental soit défini».

Pour tous les Marocains qui suivent de près ce dossier, il y a là un glissement évident vers une théorie juridique erronée que veulent imposer les séparatistes.

En effet, soutenus par l'Algérie, ils n'ont eu de cesse d'affirmer que le Sahara est un territoire non décolonisé, désignant le Maroc comme «force d'occupation». Or, pour le Maroc (qui a, il est vrai, quelque peu négligé la bataille juridique, ces dernières années, pour se concentrer sur la bataille diplomatique), c'est le gouvernement marocain qui a inscrit le Sahara sur la liste des territoires non autonomes en 1963, alors que ce territoire était colonisé par l'Espagne (et que le Polisario n'existait même pas) ; et la décolonisation a commencé avec le traité de Madrid (1975) et le transfert des territoires. Le processus de décolonisation n'est pas allé jusqu'à la reconnaissance internationale, parce que le pouvoir algérien a instrumentalisé le Polisario qui est venu revendiquer, à la fois, une existence autonome et le territoire qui va avec, bousculant les revendications de décolonisation marocaines qui datent, elles, des années 50 (et sont inscrites dans les archives de l'ONU). C'est bien pour cela que le Sahara n'a jamais été considéré comme un véritable territoire autonome. Et c'est ce que les séparatistes et leurs supporters tentent depuis plusieurs années de rectifier. Toute leur bataille a consisté en cela. Aujourd'hui, ce qu'il apparaît au Maroc, c'est qu'ils ont rallié à leurs thèses les diplomates onusiens. Christopher Ross, d'abord et depuis longtemps, mais aussi le chef de la MINURSO et, cette année, Ban Ki-Moon...

## La solution politique

C'est pourquoi, lorsque dans son rapport, le Secrétaire Général de l'ONU appelle les parties «à reconnaître la nécessité de faire des progrès urgents et à s'engager sérieusement sur les deux questions fondamentales définies par les orientations du Conseil de sécurité», précisant que ces deux questions fondamentales sont «le contenu d'une solution politique et la forme de l'autodétermination»... Lorsque, en même temps, Ban Ki-Moon pose des ultimatums, annonçant une réunion du Conseil de Sécurité qui devra procéder à l'évaluation des dernières démarches de Christopher Ross, en octobre 2014, pour savoir si ces démarches, basées sur les consultations bilatérales et sur les navettes diplomatiques, ont été «fructueuses» ; puis, si aucun progrès n'est réalisé avant avril 2015, son intention d'«engager les membres du Conseil de sécurité à procéder à une révision totale du cadre du processus des négociations qu'il avait fourni en avril 2007»... SM Mohammed VI s'adresse directement au Secrétaire Général, pour clarifier les positions du Maroc, face à tous ces changements...

## Réponse royale

Le Roi répond en premier lieu à la question politique, réaffirmant «l'engagement constant et la coopération constructive du Royaume pour parvenir à une solution politique définitive à ce différend régional, dans le cadre de la souveraineté marocaine». Puis il choisit la clarté du propos pour rappeler au chef de l'ONU «l'impératif de préserver les paramètres de la négociation tels qu'ils sont définis par le Conseil de Sécurité, de sauvegarder le cadre et les modalités actuels de l'implication de l'ONU et d'éviter les approches partiales et les options périlleuses», ajoutant que «Tout écart de cette voie serait fatal pour le processus en cours et porteur de danger pour toute l'implication de l'ONU dans le dossier».

Le Maroc pourrait-il se retirer du processus onusien si des «approches partiales» et «des options périlleuses» venaient à le menacer ? La médiation onusienne dans le dossier du Sahara avait déjà connu une suspension de 3 ans entre 2004 et 2007.

De plus, le dossier du Sahara est géré par l'ONU, certes, mais dans le cadre d'un consensus des parties, ce dossier relevant du chapitre VI de la charte des Nations Unies relatif au «règlement pacifique des différends» et non du chapitre VII qui permet des mesures coercitives.

Le rapport sera-t-il amendé pour donner lieu à une résolution consensuelle le 23 avril ? Selon Reuters, deux moutures circulent déjà dans les coulisses de l'ONU, dont une sans «les mécanismes d'observation des droits de l'Homme».

Il faut attendre la réunion du Conseil de Sécurité pour en savoir plus. Un Conseil où le Maroc ne siège plus, son mandat de membre non permanent ayant expiré le 31 décembre dernier ; et qui est présidé par un pays qui compte parmi les plus fervents supporters du Polisario: le Nigéria...

Mais d'autres membres soutiennent le Maroc. Et eux, contrairement au Nigéria, sont permanents et ont un droit de veto.

Le Maroc, pour sa part, est prêt à toutes les éventualités. Le Roi vient de nommer un nouvel ambassadeur représentant permanent du Maroc auprès de l'ONU, Omar Hilale. Nouveau, mais parfait connaisseur des travées onusiennes.

## Sahara occidental: l'ONU adoptera une résolution modérée mardi

Le Conseil de sécurité de l'ONU devrait adopter mardi une résolution sur le Sahara occidental qui ne prévoira pas de système de contrôle des droits de l'homme dans ce territoire contrôlé par le Maroc mais revendiqué par des indépendantistes.

La résolution, préparée par les Etats-Unis, "ne mentionnera pas de mécanisme sur les droits de l'homme", a indiqué un diplomate du Conseil. Il prédit "un message clair d'unité" sur ce dossier sensible, qui avait donné lieu l'an dernier à un mémorable bras de fer entre le Maroc et les Etats-Unis.

Les 15 pays membres devraient adopter ce "texte neutre" mardi prochain, a précisé un autre diplomate. "Il n'y aura pas de surprise".

Le renouvellement du mandat de la Mission de l'ONU au Sahara occidental (Minurso), qui se termine fin avril, donne chaque année lieu à une passe d'armes, notamment à propos des droits de l'homme.

Présente dans la région depuis 1991, la Minurso est principalement chargée de surveiller le cessez-le-feu dans cette ex-colonie espagnole contrôlée par Rabat mais revendiquée par des indépendantistes (Polisario), soutenus par Alger.

Amnesty International et Human Rights Watch militent pour inclure les droits de l'homme dans le mandat de la Mission.

Sans aller jusque là, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a recommandé dans son dernier rapport daté du 10 avril de surveiller de manière "durable, indépendante et impartiale" le respect de ces droits au Sahara occidental, tout en saluant les efforts faits récemment par Rabat dans ce domaine.

Le Maroc est immédiatement monté au créneau: le roi Mohammed VI a appelé Ban Ki-moon pour le mettre en garde contre les "options périlleuses", une allusion transparente au précédent de l'an dernier.

Il y a un an, le Maroc avait combattu avec succès un texte américain qui visait, sur proposition de Ban Ki-moon, à élargir le mandat de la Minurso aux droits de l'homme. Mais le souverain avait dû intervenir auprès de Barack Obama lui-même avant que Washington ne renonce. Le Conseil avait finalement adopté un texte modéré appelant seulement à "améliorer la situation".

Entretemps, le Maroc a annoncé une série de mesures pour améliorer l'efficacité du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH, officiel) ou pour mettre fin aux poursuites contre des civils devant des cours militaires.

- "Rabat a travaillé en amont" -

Ban Ki-moon a salué ces initiatives dans son rapport, en réclamant cependant leur "application pleine et rapide". Il a recommandé de renouveler le mandat de la Minurso pour un an en la renforçant par 15 observateurs militaires supplémentaires.

<http://www.jeuneafrique.com/actu/20140423T193735Z20140423T193717Z/sahara-occidental-l-onu-adoptera-une-resolution-moderee-mardi.html>

"L'important désormais, c'est que les mesures annoncées par Rabat et qui constitueraient un réel progrès sur les droits de l'homme soient appliquées" et la résolution devrait refléter ce souci, explique un diplomate.

Il souligne par exemple que le projet de loi sur les tribunaux militaires doit encore être entériné par le Parlement.

"La différence cette année, analyse-t-il, c'est que les Marocains ont pris une série d'initiatives sur les droits de l'homme, dont nous surveillerons l'application, et que le Conseil préfère envoyer un message clair d'unité".

"Les Etats-Unis ont pris une claque l'an dernier et cette année le Maroc a travaillé en amont", résume un autre diplomate.

Rabat propose un plan d'autonomie sous sa souveraineté pour ce vaste territoire de moins d'un million d'habitants alors que le Polisario, soutenu par Alger, réclame un référendum d'autodétermination. Les efforts de médiation de l'ONU restent dans l'impasse.

Le vote de la résolution devait initialement avoir lieu ce mercredi mais le projet de texte américain a été communiqué tardivement aux pays membres du Conseil, a expliqué un diplomate.

## مسودة قرار دولي بشأن الصحراء الغربية تدعو لاحترام حقوق الانسان

مسودة قرار أعدتها الولايات المتحدة لتجديد مهمة حفظ السلام التابعة للأمم المتحدة في الصحراء الغربية أن القرار سيحث جميع الأطراف على احترام حقوق الانسان لكنه لن يطلب من المنظمة الدولية مراقبة الانتهاكات.

وكثيرا ما دعا الأمين العام للأمم المتحدة والمنظمات المدافعة عن حقوق الانسان إلى أن تراقب البعثة الدولية في الصحراء الغربية انتهاكات حقوق الانسان وتقدم تقارير بشأنها لكن المغرب الذي تدعّمه فرنسا يرفض هذه الفكرة.

وإذا أقر هذا القرار فسينص على أن مجلس الأمن الدولي "يؤكد أهمية تحسين وضع حقوق الانسان في الصحراء الغربية ومخيمات تندوف ويشجع الأطراف على العمل مع المجتمع الدولي لتطوير وتنفيذ إجراءات مستقلة وجادة لضمان الاحترام الكامل لحقوق الإنسان."

وجدد بان في الاسبوع الماضي دعوته إلى مراقبة دائمة لحقوق الانسان في الصحراء الغربية وحذر من الاستغلال غير العادل للموارد الطبيعية بالمنطقة. وتجاهلت مسودة القرار الأمريكية دعوة بان.

ويشكل تجديد تفويض مهمة حفظ السلام معركة سنوية في مجلس الأمن بين فرنسا التي تدافع عن موقف المغرب وبين عدة دول افريقية وجبهة بوليساريو التي تسعى لاستقلال الصحراء الغربية. والجزائر أيضا داعم قوي لبوليساريو.

وتتضمن المسودة الأمريكية التي يقول دبلوماسيون إن من المتوقع أن يطرحها مجلس الأمن للتصويت في 29 ابريل نيسان أن المجلس "يقدر ويرحب ... بالخطوات والمبادرات الأخيرة التي اتخذها المغرب لتعزيز لجان المجلس الوطني لحقوق الانسان العاملة في مدينتي الداخلة والعيون."

وإلى جانب تجديد تفويض بعثة الأمم المتحدة لعام آخر سيشهد القرار أيضا باستعداد المغرب للتعاون مع محققين مجلس حقوق الانسان التابع للأمم المتحدة.

ووزعت مسودة القرار على أعضاء المجلس الخمسة عشر وقد يتم تعديلها قبل إقرارها برغم أن دبلوماسيين قالوا إن واشنطن بذلت جهودا كبيرة في التفاوض مع المغرب بشأن النص وستعارض إجراء تعديلات كبيرة في صياغته.

## الدستور يمهد الطريق لإلغاء عقوبة الإعدام

الصبار أكد أن أغلب الاحتجاجات لا تراعي الضوابط القانونية و"تشرعن" التدخلات الأمنية

قال محمد الصبار، أمين عام المجلس الوطني لحقوق الإنسان، إن المغرب ماضٍ في تكريس توجهه العام، نحو بناء دولة الحق والقانون وحقوق الإنسان، معتبرا ذلك خيارا إستراتيجيا لا رجعة فيه. وأكد الصبار، خلال استضافته في ملتقى وكالة المغرب العربي للأنباء

صباح أمس (الثلاثاء)، أن المغرب يستشرف المستقبل، ويسعى إلى توطيد حقوق الإنسان، من خلال استكمال التوقيع على الاتفاقيات والمعاهدات والبروتوكولات التي ستمكنه من الالتحاق بركب الأمم العريقة في الديمقراطية، وفي مجال احترام حقوق الإنسان.

وذهب الصبار إلى حد القول إن الدستور المغربي لفتح يوليوز 2011 يمهد الطريق للمصادقة على نظام روما الأساسي للمحكمة الجنائية، لأنه يجرم الجرائم المنصوص عليها في المحكمة الجنائية.

وأضاف أن الدستور يمهد الطريق كذلك نحو إلغاء عقوبة الإعدام، على اعتبار أنه ينص على الحق في الحياة، ويمكن بعد إنشاء المحكمة الدستورية الطعن في أحكام الإعدام، لأنها تعارض منطوق الدستور.

وبخصوص التقرير الأممي حول الصحراء، قال الصبار إنه متحيز لأطروحة بوليساريو، وهو أمر لا يخضع لأي منطق، على اعتبار أن التقرير يُشيد بالمسار الحقوقي للمغرب، ويأحداث مجموعة من المؤسسات والآليات التي تركز هذا التوجه، في مقدمتها المجلس الوطني لحقوق الإنسان، في الوقت الذي يتحدث في نسخته الأصلية عن آلية لمراقبة حقوق الإنسان في المنطقة.

وفي السياق ذاته، انتقد الصبار الاحتجاجات التي تتم خارج الضوابط القانونية، مؤكدا أن 90 في المائة من الوقفات والمسيرات الاحتجاجية التي تشهدها مدن المملكة غير مؤطرة أمنيا وقانونا، وتتم بدون تصاريح ولا ترخيص، مشيرا إلى أن ثمة أسباب موضوعية في منعها أحيانا، لغياب ضمانات التأطير الأمني، مثل ما يقع حينما تتزامن المسيرات مع مباريات الديربي بالبيضاء، أو مع مواعيد أساسية أخرى.

وقال الصبار إن المشاركين في الاحتجاجات يقومون في بعض الأحيان بشرعة التدخل الأمني، بسبب خروجهم عن الضوابط، وعدم مراعاتهم حرية الآخرين ومصالحهم، وهو ما يطرح سؤال تنمية ونشر الوعي بحقوق الإنسان وإرساء قواعد الحكامة.

بالمقابل، أقر الصبار بوجود عنف غير مبرر، في بعض الأحيان، في حق بعض الفئات المحتجة، متسائلا عن جدوى محاصرة مجموعة صغيرة لا تتجاوز 20 فردا من المتظاهرين المكفوفين من قبل 40 عنصرا من القوات العمومية.

وأكد الصبار أن حق التجمع مضمون، ولم يعد جريمة، لكن لا بد من الاحتجاج، وفق القواعد المعمول بها في الدول، ولا ينبغي استعمال هذا الحق بشكل تعسفي وبما يضر بمصالح المواطنين.

وقال إن المغرب عاش ربيعا عربيا ناعما بدون خسائر بشرية ومادية، لأن المغاربة مارسوا ثقافة الاحتجاج أزيد عن عقد ونصف للتعبير عن مطالب اجتماعية. ونوه الصبار بالقضاء الإداري الذي وصفه بـ"الشجاع"، إذ أصدر عددا من الأحكام اعتبرت قرارات الدولة مخالفة للدستور ولمدونة الحريات العامة.

## الصبّار: سفر بعض المعتقلين السابقين إلى سوريا يعقد ملف السلفية

قال محمد الصبار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، أنه من بين العوامل التي تسبب عرقلة ملف السلفية وتعقيده، سفر بعض المعتقلين السابقين إلى مناطق التوتر وضمها سوريا.

عرقلة عزائها الصبار إلى عدم موضوعية أن يشارك عضو من اللجنة المشتركة للدفاع عن المعتقلين الإسلاميين في اجتماعات مع المسؤولين لإثبات حدوث مراجعات لدى هذه الفئة، ليسافر إلى سوريا في آخر المطاف، مشددا على ضرورة أن "يقدم هؤلاء المعتقلون إشارات قوية للدولة والمواطنين لطمأنتهم".

الصبّار الذي كان يتحدث في ندوة وكالة المغرب العربي للأنباء صباح اليوم الثلاثاء، اعترف بكون "قانون الإرهاب قتل من ضمانات المحاكمة العادلة"، مبررا ذلك بسبب "وضعه في ظرفية بعد أحداث ماي وبعد رجعة مجتمعية لذلك تم تمريره بسرعة"، ما تسبب حسب الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان في "انتفاء شروط المحاكمة العادلة في حق بعض المعتقلين على خلفيته"، مبديا متمنياته بـ "تغيير مقتضيات هذا القانون في ما يتعلق بالضمانات والإجراءات والعقوبات".

من جهته، أشار عبد العالي حامي الدين، رئيس منتدى الكرامة لحقوق الإنسان، إلى "وجود العديد من الاختلالات في واقع السجون المغربية"، ضمنها "اختلالات نتيجة ظروف موضوعية مرتبطة بالبنيات التحتية والميزانيات، لكن أيضا نتيجة بعض العقليات القديمة التي ما زالت سائدة في داخل السجون المغربية والتي تتعارض مع الاتفاقيات التي انخرط فيها المغرب ولا مع القانون الوطني"، وهي وضعية أدت حسب حامي الدين إلى تواجد "مجموعة من المضربين عن الطعام في مجموعة من السجون المغربية نتيجة هذه الوضعية المزرية خاصة من طرف المعتقلين على خلفية الإرهاب".

وفي نفس السياق، دعا حامي الدين إلى "ضرورة تقديم مقاربة جديدة في ملف المعتقلين على خلفية قضايا الإرهاب"، مبادرة تكون قائمة على "نظرة متوازنة تؤمن بأن بلادنا في حاجة إلى الأمن ولكن تؤمن أيضا بأن العديد من التجاوزات حصلت في هذا الميدان". داعيا في نفس الوقت إلى إبداع خطوات في هذا الميدان "سواء من طرف الدولة أو من طرف المعتقلين الذين عليهم أن يعطوا الإشارات الضرورية لطمأنة المجتمع وطمأنة الدولة". مشيرا إلى وجود مجموعة من المعتقلين الذين يمكن للدولة أن تتقدم بإشارة في حقهم، "من الذين لم يتورطوا في قضايا دم وليست لهم أي علاقة بممارسة العنف وأيضا الذين عبروا عن مراجعات مهمة داخل السجون لا بد من التقاطها".

رئيس منتدى الكرامة لحقوق الإنسان شدد على ضرورة التعاطي مع ملف السلفية بانتهاج مقاربة حقوقية وفكرية واجتماعية وحوارية مع المعتقلين الذين "يجدون أنفسهم بعد خروجهم من السجن في أحضان أفكار تدعوهم إلى الانتقال إلى أماكن التوتر"، وهي ظاهرة "لا يمكن ان نقف عاجزين ومكتوفي الأيدي أمام هذه الظاهرة التي بدون شك ستهدد أمن بلادنا".





## الصبّار: بعض المتظاهرين يقومون بشرعنة التدخل الأمني

أرجع محمد الصبار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، بعض التدخلات الأمنية في حق بعض المظاهرات إلى المتظاهرين أنفسهم، قائلا أن "بعض المتظاهرين يقومون بشرعنة التدخل الأمني."

الصبّار الذي كان يتحدث في منتدى وكالة المغرب العربي للأنباء، صباح اليوم الثلاثاء، دعا المحتجين في المملكة إلى "الاحتجاج وفق قواعد التظاهر في البلدان ذات الديمقراطيات العريقة"، قائلا أن "التجمهر لم يعد جريمة" وفق مقتضيات الدستور الحالي للمملكة، إلا أن "بعض المتظاهرون يستعملون هذا الحق بشكل تعسفي."

تعسف ضرب له الصبار أمثلة باحتلال المباني العمومية، وعرقلة السير وغيرها من المظاهر التي تفضي حسب نفس المتحدث إلى "شرعنة التدخل الأمني" بسبب المتظاهرين، وذلك بسبب "حرقهم لقواعد التظاهر". معترفا في نفس الوقت بوجود "عنف مفرط وغير مبرر" في بعض الأحيان من طرف القوات العمومية، "فانا لا أستسيغ مثلا أن تتم محاصرة ٢٠ محتجا من فاقد البصر ب٤٠ عنصرا من الأمن."

الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، أكد في سياق حديثه أن "٩٠٪ من المظاهرات والمسيرات التي تعرفها بلادنا غير مؤطرة بالقانون، ولم يتم منح رخص لها." قائلا في نفس الوقت أنه "قد يتم منع الترخيص لأسباب موضوعية،" ضاربا المثل بطلب ترخيص لمسيرة في مدينة الدار البيضاء في يوم يتزامن مع مباراة "ديربي" لكرة القدم.

## **Festival "Cinéma et migrations" d'Agadir "Harraga Blues" projeté en ouverture**

Le film "Harraga Blues", réalisé en 2012 par Moussa Haddad, a été projeté mardi soir en ouverture du 10e Festival "Cinéma et migrations" qui se tient jusqu'à samedi prochain à Agadir (sud du Maroc). L'œuvre du cinéaste algérien est en lice parmi les huit autres films de divers horizons et de différentes sensibilités, pour l'obtention du "Prix Argana", instauré pour la première fois pour les longs métrages, à l'occasion de cette 10e édition. Les sept autres films sont respectivement "Yema" du Marocain Rachid El Ouali, "Chronique d'une cour de récré" du Français Brahim Fritah, "Le noir (te) vous va si bien" du Français Jacques Bral, "Le sac de farine" de la Belge Khadija Leclere, "La désintégration" du Français Philippe Faucon, "Les Baobabs ne poussent pas en hiver" du Sénégalais Henri Henriol et "La pirogue" du Sénégalais Moussa Touré. Outre le film algérien, le festival verra la participation du réalisateur algérien Mohamed Zemmouri en qualité de membre du jury, composé de cinq personnes et présidé par Driss El Yazami, président du Conseil marocain des droits de l'homme (Cndh) et du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (Ccme). Le festival sera marqué notamment par la projection de quatre films documentaires, à savoir "Ceuta, douce prison" des réalisateurs français Jonathan Millet et Loïc Richi, "Retour à Ramallah" du Marocain Benyounes Bakhani, "J'étais en prison et vous m'avez visité" de la Française Jacqueline Gozland et "L'enfance violée" du réalisateur marocain Mustapha El Bied. Par ailleurs, plusieurs activités parallèles lors du festival dont une série de conférences animées par un parterre d'académiciens et de professionnels sur des sujets ayant trait notamment à "migration et handicap ou double handicap", "médias, immigration, diversité", "l'immigration espagnole au Maroc et l'immigration marocaine en Espagne". Ce 10e Festival devait se tenir en mars 2013 avant son report par les organisateurs "faute de moyens financiers". Il est organisé par l'Association "Al Moubadara Attakafia" (Initiative culturelle) d'Agadir.

## Droits de l'Homme. Pour une meilleure gouvernance sécuritaire

Hier, à Rabat, se tenait une conférence sur la nécessité – et l'urgence – de mettre en œuvre la gouvernance sécuritaire... autrement dit, que les responsables chargés de la sécurité du pays soient comptables de leur action et qu'ils fassent l'équilibre entre, d'une part, leur mission de préserver l'ordre et de protéger les biens et les personnes et, d'autre part, l'importance de respecter les droits. C'est la MAP qui organisait l'évènement, placé sous le thème « Droits de l'Homme et Etat de droit au Maroc, les réalisations et les perspectives ».

Ainsi, le Secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme Mohamed Sebbar a-t-il admis que si cette gouvernance tardait à entrer en pratique et si les recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation n'étaient pas encore appliquées, c'est parce que ce thème est relativement récent au Maroc. Mohamed Sebbar pense donc que la solution pour éviter une réédition des actes de tortures et autres sévices de toutes natures consiste à placer les responsables de la sécurité sous l'autorité du chef du gouvernement, et que la constitution de 2011 a traité le cas en disposant de la création d'un Conseil national de sécurité. « Je ne pense pas qu'il nous faille dix ans pour faire cela et mettre en œuvre cette disposition constitutionnelle », précise l'ancien détenu, qui a également préconisé que le Maroc s'intègre dans le processus de la Cour pénale internationale.

S'exprimant à son tour, Habib Belkouch, président du Centre d'études en droits humains et démocratie a estimé nécessaire que les organismes chargés de la sécurité soient davantage en contact avec la société dans laquelle ils évoluent ; il a pris l'exemple de la récente campagne contre la criminalité, affirmant qu'il ne fallait pas que l'objectif de faire régner l'ordre se fasse au détriment des droits des personnes arrêtées. « Le temps est révolu où les responsables de la sécurité s'enfermaient dans leurs bureaux et agissaient comme ils l'entendaient », assène Belkouch.

A propos des exactions commises contre les manifestants qui sortent dans les rues exprimer leurs idées ou leurs revendications, Mohamed Neshnah, président de l'OMDH a expliqué que ces comportements nuisent à l'image du pays, cet argument massue qu'on brandit à chaque fois et pour tous les sujets. Abdelali Hamieddine, président du Forum pour la dignité, pense quant à lui que ces violences contre les manifestants tiennent au manque de formation des forces de l'ordre en matière des droits de l'Homme. A ce propos, Mohamed Sebbar a précisé que les manifestations doivent observer les règles et avoir des autorisations nécessaires ; il est, selon lui, du plein droit des autorités d'interdire une manifestation si elles ne sont pas sûres qu'elles soient maîtrisées, et il a précisé que 90% de ces manifs ne sont pas légalement autorisées, mais que cela ne justifie néanmoins pas les violences excessives commises à l'encontre des protestataires.

<http://www.panorapost.com/droits-de-lhomme-pour-une-meilleure-gouvernance-securitaire/>

## "Violence in Morocco Demonstrations Falls on Demonstrators Themselves," Says Sebbar

Morocco's National Council for Human Rights (CNDH) boss, Mohammed Sebbar, said that "police interventions in some protests are actually justified and logical, for most of demonstrations are not framed by law, and unauthorized.

" In a statement to the state-run MAP news agency, on Tuesday, Sabbar held protestors themselves responsible for security's violent interventions in times, adding that some of these protestors "grant authorities the legal power to interfere" as they act on their own with no respect to law.

However, Sebbar called all right-claimants "to deal decently with Morocco's public institutions, respect the laws in that matter, and act in accordance with the common rules of demonstrations as in democratic countries," stressing "that demonstrations remain a legitimate right to all citizens as stipulated in Morocco's current Constitution, but this right is not to be handled arbitrarily ".

Sebbar added, that 90% of protest rallies taking place in Morocco are unlicensed, and not framed by law, highlighting at the same "that authorities in their task of maintaining security and enforcing law, have discretionary powers in granting licenses for demonstrations".

He had also pointed out to the risks that demonstrations in Casablanca for instance can bring if they are licensed in the same day the Football Derby between Raja and WAC takes place!

## Le Sahara occidental au prisme des droits humains

Chaque année, au mois d'avril, le Conseil de sécurité de l'ONU planche sur la situation au Sahara occidental et sur le cadre et les compétences de sa mission présente sur place depuis 1991 : la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso). Depuis que les Sahraouis ont mené en octobre et novembre 2010 leur « printemps », la question de la protection des droits humains est abordée avec davantage d'insistance. Mais, alors qu'il semble y avoir un large consensus sur l'idée qu'elle peut être un moyen de faire progresser les parties prenantes au conflit vers un climat favorable au dialogue, elle reste instrumentalisée. Elle est surtout significative de la « non-volonté » de la communauté internationale de résoudre la situation de cette dernière colonie d'Afrique.

La colonisation par le Maroc de ce territoire considéré comme « non autonome » par l'ONU depuis bientôt 50 ans se poursuit et l'exploitation de ses ressources naturelles stratégiques pour le royaume — à commencer par le phosphate de la mine de Boucra, qui pèse environ 10 % dans la production de ce pays, second producteur mondial, et la pêche qui génère les trois quarts des captures nationales — s'intensifie. Le débat se focalise toutefois sur la question des droits humains et sur la création d'un mécanisme indépendant qui permettrait de vérifier si ces droits sont respectés ou non, comme en sont dotées la plupart des missions onusiennes.

### Opposition catégorique de Rabat

Plusieurs pays sont favorables à l'extension du mandat de la Minurso dont la mission est essentiellement de surveiller le cessez-le-feu de 1991, l'organisation du référendum — sa tâche première — étant passé au second plan. Les États-Unis ont présenté un projet de résolution dans ce sens avant la réunion du Conseil de sécurité d'avril 2013. Des ONG militent pour que soit mis en place un tel mécanisme. Le Conseil des droits de l'homme en septembre 2012, le rapporteur spécial sur la torture en mars 2013 et le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon lui-même, en avril 2013 et dans son rapport du 10 avril 2014 ont pour leur part demandé la mise en œuvre de mesures indépendantes de surveillance des droits humains.

On peut noter que la quinzaine d'opérations dites « de maintien de la paix » actuellement réparties dans le monde comportent toutes une mention explicite pour agir en faveur des droits de l'homme. Toutes, sauf la Minurso.

Le Maroc s'y oppose. En avril 2013, il a pu s'appuyer sur le soutien actif de la France pour faire capoter l'initiative américaine. Au fond, le royaume exprime ainsi le procès en illégitimité qu'il entend faire à la Minurso à chaque occasion qui se présente. Le Sahara occidental étant marocain selon lui, le peuple n'ayant fait que récupérer ses « provinces du sud » grâce à l'annexion « pacifique » menée en octobre 1975 et rebaptisée « Marche verte », rien ne vient justifier la présence continue d'une mission internationale.

Les signaux sont on ne peut plus clairs. Les communications qu'ont eues les militaires et les civils de la Minurso avec le siège de l'ONU à New-York ont ainsi pu être écoutées. En mai 2012, la confiance avait été retirée par le Maroc à Christopher Ross, l'envoyé personnel de Ban Ki-moon, juste avant son voyage dans la région.

Quelques mois auparavant, lors du mouvement de protestation des Sahraouis à Gdeim Izik, la Minurso n'a pas pu observer la situation sur place : « Les tentatives de patrouilles militaires et les visites par le personnel de sécurité et de police des Nations unies ont été empêchées ou stoppées à plusieurs reprises »<sup>2</sup>. Pour le Maroc, s'opposer à l'extension du mandat de la Minurso est d'abord montrer l'inflexibilité de sa position.

<http://solidmar.blogspot.com/2014/04/le-sahara-occidental-au-prisme-des.html>

Le fait qu'une telle hypothèse suscite autant d'opposition également au sein de la communauté internationale est significatif de l'impasse actuelle. On pourrait s'interroger : si le Conseil de sécurité ne parvient déjà pas à s'accorder pour que soit étendu de la sorte le mandat d'une de ses missions de maintien de la paix, peut-on attendre d'elle qu'un jour, ce conflit soit définitivement réglé ? L'ancien ministre des affaires étrangères français, Roland Dumas, a théorisé en ces termes cette position, dans le documentaire Enfants des nuages » d'Alvaro Longoria : « la non-solution est une solution ». Pour que cette « non-solution » tienne, il faut donner des gages d'une certaine bonne volonté, aux pays « pro-sahraouis », aux opinions publiques et aux institutions internationales pour édulcorer une réalité lourde.

#### Une « intifada pacifique »

La tenue en 1992 du référendum d'autodétermination, prévue et acceptée par les deux parties — le Maroc et le Front Polisario — en août 1988 n'a pas eu lieu ; les initiatives suivantes (notamment les plans Baker en 2001 et 2003) ont également échoué. En 2005, ce que les Sahraouis nomment l'« intifada pacifique » éclate dans le territoire occupé par le Maroc. Manifestations et sit-in se succèdent depuis et des rapports d'ONG comme Amnesty International ou Human Rights Watch dénoncent la répression qui touche la population sahraouie. Y sont évoqués les arrestations arbitraires, les maintiens en détention sans jugement, les tabassages, les violations de propriétés ou l'interdiction d'existence légale des associations sahraouies.

Fin 2010, le mouvement de contestation des Sahraouis prend une forme inédite : la création d'un camp dit « de la dignité » qui comptera 6610 tentes (chiffre de l'ONU) à Gdeim Izik, dans le désert autour de la ville principale du Sahara occidental, El Ayoun. Au moins 20 000 Sahraouis y prendront part.

À la suite du démantèlement du campement par les autorités le 8 novembre 2010, au moins 150 Sahraouis sont arrêtés et détenus. 24 sont condamnés par le tribunal permanent des armées en février 2013 à de lourdes peines, huit l'étant à la perpétuité et 14 à des peines de 20 à 30 ans pour le meurtre de 11 agents des forces de sécurité. Human Rights Watch relève alors le fait que l'implication dans ces violences n'a pas été établie « de façon crédible ».

Cette situation de tensions et cette escalade vers un système de plus en plus répressif sont connues<sup>3</sup>. Les délégations d'ONG, les parlementaires européens, quand ils y sont autorisés par le Maroc, et les membres d'institutions internationales s'en font l'écho, mais pour contrecarrer cette réalité, le Maroc reste inflexible. Le pays dénigre toute expression critique, allant jusqu'à refuser l'accès à des journalistes, à des hommes politiques et à des ONG. En même temps, il multiplie les signes de sa bonne volonté.

#### Des espaces de dialogue ?

La création, en décembre 2011, du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) et d'une « section régionale » au Sahara occidental est unanimement saluée. Mais, chargée de surveiller et promouvoir les droits humains, l'antenne d'El Ayoun se confronte à des ennemis de l'intérieur, comme l'a dénoncé son président, Salem Cherkaoui, en juillet 2013<sup>4</sup> : de sérieuses « poches de résistance » opposées à son action et des forces de l'ordre avec qui il est contraint de négocier un protocole pour assurer la sécurité des membres de sa propre équipe.

Dans de telles conditions, l'objectif, louable, de créer des espaces de dialogue pour que ce qu'il qualifie de « troisième voie », c'est-à-dire les Sahraouis, puisse s'exprimer en toute sérénité — y compris par le référendum d'autodétermination « un droit universel » selon Cherkaoui — paraît bien ambitieux. Sans doute même hors sujet.

Autre signe de cette bonne volonté, une loi visant à empêcher la comparution de civils par les tribunaux militaires a été validée en conseil des ministres en mars 2014. Ce texte permettrait — il doit encore être approuvé par le Parlement — de se mettre en conformité avec les normes internationales. Saluée également, cette initiative est tombée à point nommé, un mois avant la réunion du Conseil de sécurité. Pourquoi ? La dernière réforme constitutionnelle approuvée par référendum fin 2011, elle aussi brandie comme une preuve de la volonté d'améliorer les droits humains, prévoyait déjà cette disposition. Le CNDH avait recommandé cette avancée au moment du procès de Gdeim Izik, ce dont Mohamed VI s'était « félicité » le 2 mars 2013. En rejetant l'hypothèse de la création d'un mécanisme indépendant de surveillance des droits humains, une contradiction demeure pour le Maroc : ce monitoring, qui s'appliquerait également dans les camps de réfugiés d'Algérie où vivent entre 100 et 150 000 Sahraouis, lui donnerait le moyen de vérifier le sort réservé à ces « frères » dans ces « prisons à ciel ouvert », dont Mohamed VI, après Hassan II demande le retour à la mère patrie.